



RAPPORT D'ACTIVITÉS



2025



Observatoire
régional
de l'intégration
et de la ville

*Centre de ressources
Grand Est*



SOMMAIRE



Un centre de ressources territorialisé	4
L'association Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville, c'est.....	5
Une association connectée aux enjeux de société	9
L'activité de l'ORIV ... en quelques chiffres !	11
Une contribution active aux réseaux.....	13
Outiller les acteurs en ressources	19
Renforcer le pouvoir d'agir et la participation citoyenne	24
Accompagner les acteurs dans le cadre des contrats de ville.....	26
Soutenir l'élaboration de parcours de réussite dans les quartiers	33
Prévenir et lutter contre les discriminations et les représentations.....	38
Rendre lisible les enjeux de laïcité.....	42
Apporter des ressources sur les processus d'intégration.....	43
Annexe 1 : Composition du conseil d'administration.....	45

UN CENTRE DE RESSOURCES TERRITORIALISE

L'Observatoire régional de l'intégration et de la ville (ORIV) est une association qui se donne pour mission d'agir en faveur de l'intégration, du développement social urbain et de la lutte contre les discriminations, en intervenant sur les enjeux sociaux et les politiques publiques. Elle soutient et accompagne des habitants-es et des élus-es, des acteurs institutionnels, des professionnels-les et des associations. Elle produit et met à disposition des connaissances et des ressources, anime des temps collectifs et interpelle les acteurs sur les enjeux qu'elle repère.

Implanté à Strasbourg, avec une antenne à Reims, l'ORIV déploie ses activités sur l'ensemble de la Région Grand Est. Il s'appuie sur une équipe de 8 salariés-es, en lien avec les administrateurs-rices de l'association.

L'ORIV bénéficie de soutiens financiers émanant de l'État, de collectivités, de l'Europe ainsi que de ressources propres issues de prestations et des cotisations des adhérents-es de l'association.

À l'échelle nationale, l'ORIV participe au Réseau national des centres de ressources politique de la ville (RNCRPV) et au Réseau ressources pour l'égalité des chances et l'intégration (Réseau RECI).

Une structure originale...

L'association a pour objet de « développer et de diffuser des connaissances sur les questions relatives à l'intégration des populations immigrées, à la prévention des discriminations et à la cohésion sociale et territoriale en général »¹.

La particularité de l'action de l'ORIV résulte de la complémentarité entre ses champs d'intervention, du croisement des réflexions et de la territorialisation de ses activités. L'association a la volonté d'inscrire son action dans le registre de l'égalité des droits et de traitement pour tous et toutes. Il s'agit également de renforcer l'égalité territoriale.

Plus globalement, par son action, l'association a la volonté de faciliter le vivre ensemble et le lien social, en contribuant à faire progresser les connaissances, à transformer les représentations sociales et les pratiques des acteurs (publics et privés), et en apportant son appui au développement des politiques publiques.

Elle constitue, de ce fait, une entité originale, une interface voire un passeur, à la jonction de plusieurs « mondes », celui de l'action publique et de la recherche universitaire, celui des institutions et des associations.

Petit retour en arrière...

Créé en 1992 autour des enjeux d'intégration des populations immigrées en Alsace, l'ORIV a commencé à travailler sur les enjeux de cohésion sociale et urbaine en 1996. Cette même année, il se structure en association.

En 1997, il s'autosaisit de la question de la prévention et de la lutte contre les discriminations.

En 1998, il est officiellement reconnu par l'État comme Centre de ressources politique de la ville². Du fait de son histoire, l'ORIV intervient dans les trois domaines précités.

Centré, depuis sa création sur le territoire alsacien, l'Observatoire a été amené à élargir son territoire d'intervention à la Lorraine en fin d'année 2009, suite à la demande de l'État. Toujours dans cette logique, l'activité de l'ORIV est déployée à l'échelle de l'ensemble de la région Grand Est depuis 2016.

Ce rapport d'activités rend compte de l'action menée au cours de l'année 2025.

¹ Article 2 des statuts

² Cadre de référence national : www.reseau-crpv.fr/wp-content/uploads/2017/05/cadre_de_reference-crpv-bat.pdf

L'ASSOCIATION OBSERVATOIRE RÉGIONAL DE L'INTÉGRATION ET DE LA VILLE, C'EST...

Des administrateurs-rices mobilisés-es... pour le fonctionnement de l'ORIV

L'assemblée générale de l'ORIV a eu lieu le mardi 29 avril 2025, à Strasbourg et en visioconférence.

En amont l'ORIV a organisé une visioconférence en présence de Martin VANIER, géographe, professeur à l'École d'Urbanisme de Paris et intervenant au sein de la coopérative ACADIE. Il est revenu sur son ouvrage : « Le temps des liens. Essai sur l'anti-fracture » (Éditions de l'Aube, 2024). Cet essai sur la « reliance » propose de lire la France au travers de ce qui relie les personnes, les collectifs, les territoires, les lieux, les temps de vie, les fonctions. Des liens en devenir qui appellent aujourd'hui une politique spatiale de la reliance de nature à renouveler le sens de l'aménagement du territoire. Mais, pour autant, comment concilier cet enjeu avec un discours récurrent sur les fractures sociales, territoriales et générationnelles ? Martin VANIER nous a invité à « sortir du prisme de la fracture qui accapare le récit de la France et ses enjeux » pour se pencher sur ce qui rassemble et réunit

Le conseil d'administration (cf. composition en annexe 1) s'est réuni cinq fois au cours de l'année 2025, sous l'impulsion de la présidente de l'ORIV, Sylvie JAECKLE. Un séminaire a été organisé le 27 septembre 2025 sur la journée à Strasbourg (pour en savoir plus cf. page 9).

Afin d'assurer le suivi, en lien avec la directrice, les membres du bureau se sont réunis sept fois au cours de l'année. Les réunions ont permis de répondre aux enjeux habituels liés au fonctionnement de la structure (relations institutionnelles, contractualisation, missions de l'équipe, gestion du personnel), mais aussi à des objectifs plus spécifiques (en particulier sur l'avenir de l'ORIV).

Ces réunions ont été complétées par des rendez-vous entre la présidente et la directrice.

Une réflexion collective sur l'avenir de l'ORIV



Depuis la fin d'année 2022, l'association a engagé un travail pour prendre en compte les changements à venir sur le plan structurel (en termes de ressources humaines, de gouvernance de l'ORIV...) comme conjoncturel (modèle économique, baisse des subventions).

La Scop (Société coopérative et participative) Accolades accompagne l'ORIV depuis 2024. Le 16 septembre 2025, une journée de travail a réuni Accolades et l'équipe de l'ORIV pour travailler collectivement sur les enjeux. Une équipe de direction a ensuite été constituée, pour réaliser une analyse plus précise.

Cette équipe, au cours du premier semestre de l'année 2025, a établi un listing des fonctions et des tâches de la direction, a rédigé une note de cadrage sur le droit associatif, a mené 7 entretiens avec des directeurs-rices de CRPV sur leur fonction, rôle et modèle de gouvernance. Sur cette base, plusieurs scénarii ont été élaborés et discutés collectivement le 10 juillet 2025, lors d'une réunion d'équipe semestrielle, avant d'être présentés à la présidente de l'ORIV. Au second semestre ces scénarii ont été approfondis. Leurs analyses ont été présentées aux membres du bureau le 11 décembre 2025. Le bureau a retenu une option, qui sera soumis au conseil d'administration en 2026.

L'accompagnement se poursuivra sur l'année 2026. La réflexion prospective se donne comme échéance 2028.

Des salariés-es au service du projet associatif ...

Les salariés-es qui ont porté les activités de l'ORIV sont :

- Céline ALBERT, assistante administrative et communication
- Emilie ARNOULET, directrice de projets (basée à Reims)
- Gaëlle DONNARD, directrice de projets
- Rémi FONTAINE, chargé de projets
- Diane HÄSSIG, responsable de la communication et de la documentation
- Murielle MAFFESSOLI, directrice
- Laetitia ROCHER, directrice de projets
- Martine THIEBAULD, assistante de projets.



Au cours de l'année 2025, l'ORIV a accueilli deux stagiaires :

Emma EICHE-BOUVIER, étudiante en 3^e année de BUT Information-Communication, parcours « Information numérique dans les organisations », a effectué son stage du 24 mars au 20 juin, période durant laquelle, elle a réalisé un état des lieux du fonctionnement du centre de documentation de l'ORIV. Elle a notamment réalisé une série d'entretiens avec les membres de l'équipe, des responsables « documentation » de centres de ressources politique de la ville et des professionnels-les de structures et bibliothèques universitaires.

A partir de ces travaux, Emma a formulé des préconisations pour relancer l'attractivité du centre de documentation. Celles-ci s'articulent autour de 4 points : réaménager l'organisation physique du centre, développer de nouvelles activités, faire évoluer le fonds documentaire, relancer une communication ciblée sur les activités du centre... Pour finir Emma a proposé des scénarii prospectifs qui contribueront à nourrir la réflexion en cours sur le devenir de l'ORIV.



7



Jean SOCCOJA, étudiant en Master 1 : Ville, Environnement et Sociétés à l'université de Strasbourg, a assuré un stage du 28 avril au 27 juin 2025. Jean s'est investi dans l'enquête, en porte-à-porte, menée par l'ORIV auprès des habitants-es d'une partie du parc de logements privés au quartier du Neuhof (Strasbourg).

Pendant son stage, Jean a appuyé l'équipe de l'ORIV sur des aspects techniques (utilisation d'un logiciel statistique) et il a participé à l'enquête et fait ressortir des premiers éléments d'enseignement. Cela lui a permis d'alimenter son mémoire, qui porte sur l'image du quartier du Neuhof, tout en questionnant la problématique de la mixité sociale.

Des moyens dédiés pour agir

Pour réaliser ses missions et son projet associatif, et au-delà des contributions des adhérents-es (dont les collectivités suivantes : Communauté d'Agglomération de Chaumont, Communauté d'Agglomération de Forbach Porte de France, Metz Métropole, Ville de Cernay et Ville de Saint-Louis) l'association bénéficie de moyens émanant de différents financeurs :

- De l'État via des crédits de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), par le biais du cadre de référence des Centres de ressources et de la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) Grand Est, ainsi que du ministère de l'Intérieur, et plus particulièrement de la Direction de l'intégration et de l'accès à la nationalité (DIAN).

Dans le domaine de la politique de la ville, le partenariat s'appuie sur une convention pluriannuelle d'objectifs (2023-2025) au titre de la fonction de « centre de ressources régional de la politique de la ville ». Ce partenariat donne lieu à des comités techniques entre les salariés-es du pôle « politique de la ville » de la DREETS, la chargée de mission du SGARE en charge de la politique de la ville et une partie de l'équipe de l'ORIV. Ils permettent de faire le point sur le programme de travail.

- De l'État à l'échelle départementale : DDETSPP de l'Aube.
- De collectivités du Grand Est : Troyes Champagne Métropole, ville de Romilly-sur-Seine, ville de La Chapelle-Saint-Luc, ville de Les Noës-près-Troyes, ville de Troyes, communauté d'agglomération de Haguenau, Eurométropole de Strasbourg, ville de Strasbourg, ville

d'Illzach, Mulhouse Alsace Agglomération, Saint-Louis Agglomération et le conseil départemental de la Meurthe-et-Moselle.

- De la participation de l'ORIV à des réseaux nationaux. En effet, les deux réseaux auxquels l'ORIV participe activement, bénéficient de financements nationaux pour leur fonctionnement. Les structures membres de ces réseaux reçoivent, en fonction de leur investissement et de l'implication sur les dossiers, une contrepartie financière forfaitaire.
- De l'Europe, via le réseau RECI.

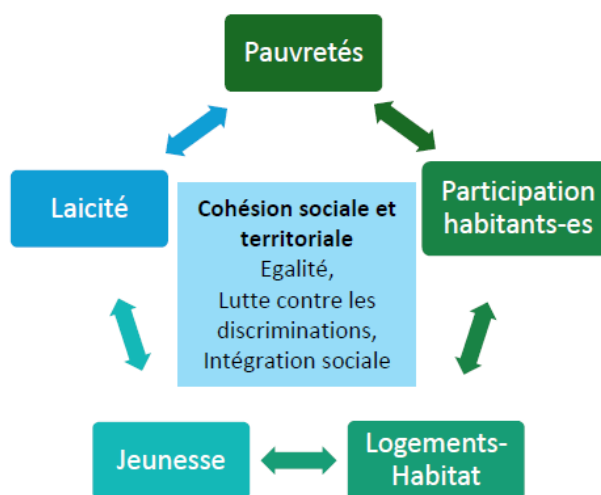
UNE ASSOCIATION CONNECTEE AUX ENJEUX DE SOCIETE

L'association ORIV se donne pour mission d'agir en faveur de l'intégration, du développement social urbain et de la lutte contre les discriminations, en intervenant sur les enjeux sociaux et les politiques publiques. L'ORIV s'attache à reconnaître et faire reconnaître la réalité sociale et territoriale marquée par les inégalités et les injustices en impliquant toutes les parties prenantes : le tissu social et associatif, les habitants-es, les décideurs et décideuses et les élus-es.

Dans cette perspective, l'association a organisé un séminaire associatif le 28 septembre 2024. Il a permis d'identifier plusieurs enjeux prioritaires. Deux réunions du conseil d'administration, début 2025, ont permis de les affiner.

L'association est convaincue que, pour assurer la cohésion sociale et territoriale il faut passer par une action sur l'égalité, la lutte contre les discriminations et l'intégration sociale. Plusieurs chantiers permettent de travailler en particulier sur les enjeux de pauvreté, de participation des habitants et habitantes, d'habitat, de jeunesse et de laïcité.

En 2025, l'accent a été mis sur les enjeux de pauvreté(s), d'habitat et d'intégration.



Séminaire dédié aux enjeux de pauvreté

Les publics auprès desquels l'ORIV intervient, particulièrement les étrangers-ères primo-arrivants-es et habitants-es de quartiers populaires, sont confrontés-es plus souvent à des situations de pauvreté. Au-delà de l'augmentation de ces situations, l'ORIV s'inquiète, dans un contexte financier contraint, du développement de la mise en concurrence entre les différentes formes de pauvretés (entre publics, entre territoires : ville/campagne).

L'ORIV a souhaité comprendre les processus à l'œuvre et approfondir la compréhension de la ou des pauvretés. Cette volonté s'est traduite par l'organisation d'un séminaire le 27 septembre 2025 à Strasbourg. Une quarantaine de personnes, d'horizons divers, y ont participé.

L'objectif du séminaire était double :

- Mieux comprendre "la ou les pauvreté(s)", en s'appuyant sur des interventions de chercheurs-ses et d'experts-es.
- Identifier comment travailler auprès de ces publics, les accompagner et leur permettre de participer aux politiques publiques.

Au-delà de la définition de la pauvreté et de quelques données chiffrées, Claire AUZURET, sociologue (Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis, CRESPPA) et chargée d'études au CNLE (Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'exclusion sociale), a présenté son travail de thèse sur les trajectoires de sortie de la pauvreté. Elle a précisé la notion de pauvreté, la prise en charge et les travaux menés. Elle a présenté des parcours de pauvreté, à partir de trajectoires de vie.

Le séminaire a permis ensuite de faire un état des lieux des impacts de la pauvreté en Grand Est (par l'équipe de l'ORIV) et d'identifier des actions menées à l'échelle du Grand Est, à travers les interventions de :

- Catherine HUMBERT, directrice de l'URIOPSS Grand Est et Jean-Pierre BULTEZ, administrateur de l'URIOPSS Grand Est
- Véronique SELME - ATD Quart Monde

En début d'après-midi, Brice BARBAUX-MORALES, commissaire à la lutte contre la pauvreté Grand Est a présenté la stratégie de lutte contre la pauvreté en Grand Est.

Enfin, des échanges en ateliers entre les participants-es ont permis d'identifier des pistes pour poursuivre le travail autour de ce sujet.



10



[Consulter les supports d'interventions](#)

Groupe de travail associatif « Logements sociaux »

« *Le logement social est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas* » (propos Emmanuelle COSSE, ancienne ministre du Logement et actuellement la présidente de l'Union sociale pour l'habitat). Or, aujourd'hui il fait l'objet de plusieurs atteintes : la loi Solidarité et Renouvellement Urbain est remise en question, le nombre de logements est en baisse et leur accès devient de plus en plus difficile pour les personnes les plus précaires...

Sur cette base, le groupe de travail composé d'administrateurs-rices et de salariés-es, s'est appuyé sur des ressources et données pour mieux comprendre les enjeux. Les échanges ont permis de travailler sur l'histoire du logement social, la situation actuelle de la politique de l'habitat et la crise du logement, le marché du logement, les effets du renouvellement urbain... Cela a donné lieu à la participation à des colloques (Nancy, Paris). Le travail se poursuivra en 2026 avec une approche plus pragmatique : échange sur des études, rencontres d'acteurs de l'habitat.

Groupe de travail associatif « Intégration »

Suite au séminaire associatif de septembre 2024, un groupe de travail a été mis en place avec les administrateurs-rices sur les enjeux d'intégration. En 2025, des réunions ont permis d'affiner l'objectif du groupe de travail : apporter des éléments de compréhension aux collectivités sur les enjeux des processus d'intégration locale.

A partir des travaux de ce groupe, il a été décidé de rédiger des argumentaires sur cette thématique en direction des élus-es, dans le cadre du renouvellement des équipes municipales de mars 2026.

A partir des échanges et des connaissances des administrateurs-rices et de l'équipe, le travail a permis de démarrer la rédaction de fiches thématiques sur différents sujets (apprentissage du français, logement, ...). Ces fiches seront mises en ligne sur le site internet de l'ORIV.



[Consulter la fiche « Apprentissage de la langue française »](#)

L'ACTIVITÉ DE L'ORIV ... EN QUELQUES CHIFFRES !

Depuis 2016, date du déploiement sur le Grand Est, l'ORIV a recherché à assurer une intervention optimisée auprès des acteurs. La diversité des actions déployées au cours de l'année 2025, comme les précédentes, rend compte de cette volonté.

Au cours de l'année 2025, l'ORIV a poursuivi les actions suivantes :

- des démarches de proximité (accompagnements sur site, rencontres en présentiel),
- des temps d'échanges en visioconférence,
- la mise en réseau entre acteurs,
- la diffusion renforcée des ressources, sous divers formats.

11

Le **nombre d'actions menées (en présentiel ou en visioconférence) en lien avec des acteurs**, a légèrement augmenté : **69 actions en 2025**, contre 66 en 2024 et 67 en 2023. Cela représente **un peu plus de 100 journées**.

Les 69 actions ont mobilisé des démarches différentes :

- 5 sessions de formation. Elles ont eu lieu le plus souvent en présentiel, auprès d'un public restreint de personnes.
- Animation de 7 réseaux d'acteurs autour d'une thématique ou d'un métier. Ils relèvent de temps d'information et d'échange de pratiques, le plus souvent en visioconférence à l'échelle du Grand Est.
- 8 manifestations à vocation informative : des visioconférences, dans une logique d'information, ouvertes largement.
- 11 cycles de qualification ou temps de qualification sur plusieurs séances. Ce sont des temps de montée en compétence, en visioconférence, à destination des acteurs du Grand Est (notamment sur la politique de la ville).
- 12 démarches de proximité territoriale. C'est un travail, le plus souvent sur l'année, en direction d'un ensemble d'acteurs, en présentiel.
- 26 groupes de travail ou d'ateliers. Il s'agit de travailler avec un groupe, en présentiel le plus souvent, sur plusieurs séances visant à traiter une problématique ou à échanger sur un sujet.

Cette diversification a également eu un impact sur le type de public concerné. Plus que jamais, la politique de la ville, mais aussi celles sur l'intégration et la lutte contre les discriminations, nécessitent de mobiliser des publics très variés. L'enjeu est de garantir une culture commune, tout en visant une transversalité des services et des structures.

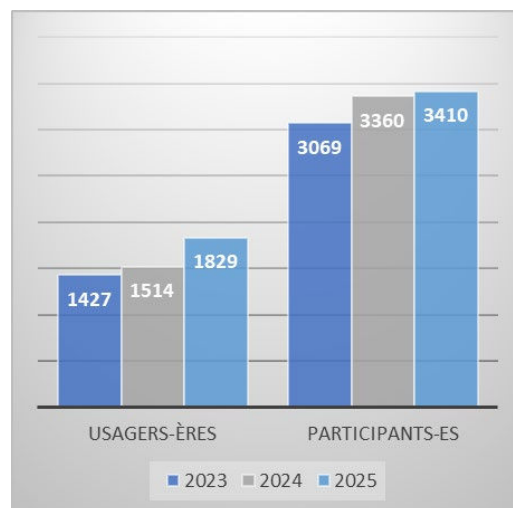
Si historiquement l'ORIV touche un public de professionnels-les des collectivités et de l'État, mais aussi des acteurs associatifs, le défi était de cibler également des habitants-es ainsi que des élus-es.

Le nombre de personnes ayant participé à des événements proposés par l'ORIV (3 410 personnes cumulées / participants-es et 1 829 personnes différentes / usagers-ères) et le type de publics ont sensiblement évolué en 2025.

Le nombre de personnes cumulées a augmenté de seulement de 2% mais le nombre de personnes différentes a connu une croissance plus importante (+20,8%).

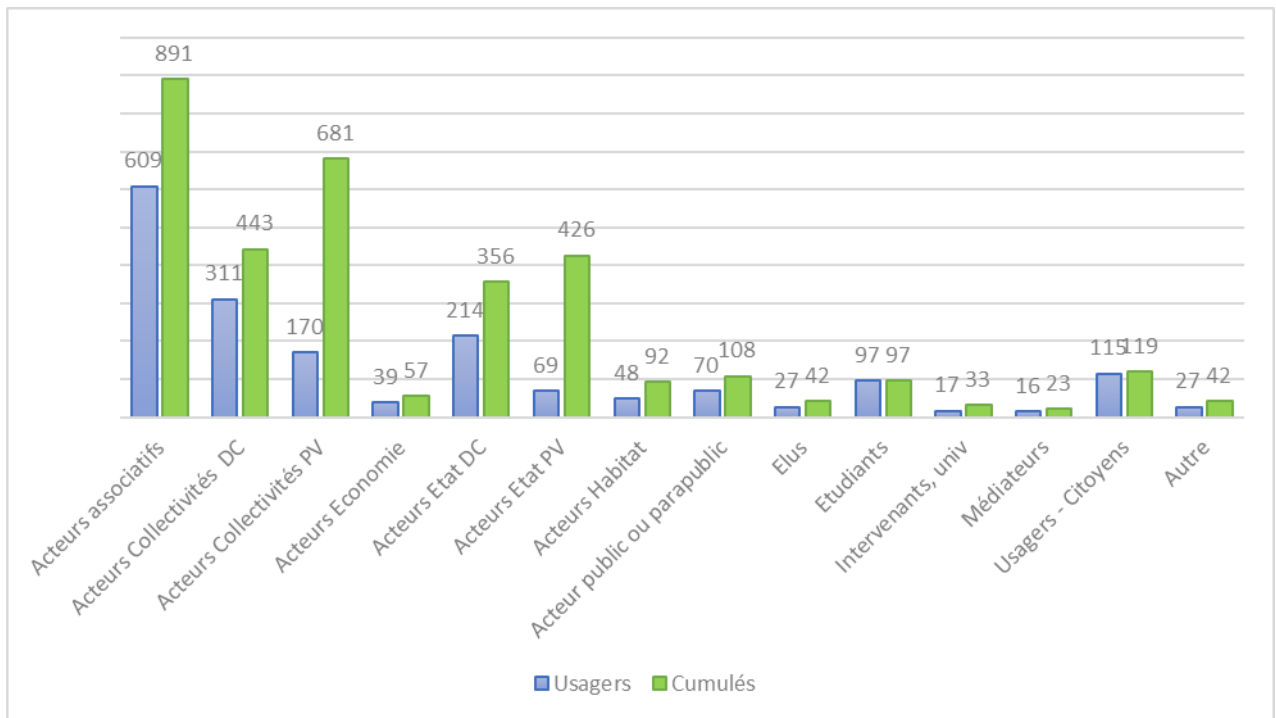
Les associations représentent un tiers des acteurs (33% parmi les usagers).

Un quart des usagers-ères de l'ORIV sont des actrices de collectivités (9,3% relevant de la politique de la ville et 17% du droit commun).



On trouve ensuite les services de l'Etat, avec 15,5% des usagers-ères de l'ORIV : 3,8% des référents-es de la politique de la ville et 11,7% du droit commun.

L'année 2025 a permis de toucher plus d'acteurs et actrices dans les domaines de l'emploi et de l'habitat.



UNE CONTRIBUTION ACTIVE AUX RESEAUX

L'ORIV s'implique et participe aux réflexions nationales dans les deux réseaux nationaux que sont : le Réseau national des centres de ressources politique de la ville (RNCRPV) et le Réseau Ressources Egalité des Chances et Intégration (RECI).



RÉSEAU NATIONAL DES CENTRES DE RESSOURCES POLITIQUE DE LA VILLE (CRPV)

Le réseau national des centres de ressources politique de la ville existe depuis 2018. L'ORIV y a toujours été particulièrement impliqué, et ce, à différents niveaux :

- L'ORIV fait partie du conseil d'administration du réseau national.
- Il participe chaque année au regroupement national des centres de ressources.
- Les membres de l'équipe participent à des projets collectifs.
- Les membres de l'équipe participent à plusieurs groupes de travail, et en copilotent certains.

Une implication au sein du conseil d'administration du Réseau national

Le conseil d'administration du réseau national des CRPV a été créé sur un principe de fonctionnement horizontal. Ainsi, on y retrouve la représentation de trois cercles : celui des présidents-es, celui des directeurs-rices et celui des salariés-es.

Ces trois cercles désignent des représentants-es, élus-es en assemblée générale, afin de siéger au conseil d'administration. L'ORIV a participé, en 2025, au conseil d'administration par la présence de Sylvie JAECKLE (au titre du cercle des présidents-es), Gaëlle DONNARD (de janvier à mars 2025) et Laetitia ROCHER (à partir d'avril 2025).

Le conseil d'administration s'appuie sur Ulysse DELERM, coordinateur national du RNCRPV.

Le cercle des directeurs-rices se retrouvent toutes les trois semaines en distanciel et plusieurs fois par an en présentiel, notamment en marge des comités techniques d'animation de l'Agence nationale de la cohésion des territoires. Ce cercle permet le partage d'informations et le travail collectif, notamment sur les contributions nationales du RNCRPV à destination de l'ANCT.

Le regroupement annuel des équipes des CRPV

La Présidente et l'équipe de l'ORIV ont participé aux 10èmes rencontres nationales des centres de ressources politique de la ville, du 8 au 10 octobre 2025, à La Friche la Belle de Mai à Marseille.



Ces rencontres nationales se structurent autour de deux moments forts :

- Une journée consacrée aux partenaires des centres de ressources politique de la ville (CRPV) dans leur diversité, co-organisée avec l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) ;
- Deux demi-journées dédiées au fonctionnement et à la dynamique interne du réseau.

Dans le cadre de ce regroupement, la 7ème édition du rapport « Paroles d'habitants-es », ressource indispensable pour comprendre les besoins et les réalités vécues par les habitants-es des quartiers populaires, a fait l'objet d'une présentation. Une table ronde a ensuite abordé l'un des thèmes centraux de l'action des CRPV : la volonté de changer le regard porté sur ces quartiers.

Le réseau a présenté son activité en 2024, avec un focus particulier sur la fonction « ressources », qui est indispensable pour soutenir l'ensemble des actions menées par les centres de ressources. Des ateliers et des retours d'expériences ont également permis de renforcer les échanges entre les partenaires et les CRPV. L'ORIV a présenté deux expériences : « Coopérer sur un projet de quartier intercommunal autour de l'isolement social », « Intégrer la lutte contre les discriminations dans les actions d'éducation populaire et de prévention spécialisée ».



[Consulter le retour en vidéo sur ces trois jours](#)

Une contribution à des projets collectifs

Rapport « paroles d'habitants-es des quartiers populaires »

En 2025, le RNCRPV et la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France ont coproduit le 7ème rapport « Paroles d'Habitants-es dans les quartiers populaires ». Cette démarche, côté RNCRPV, a été pilotée par l'ORIV et Trajectoire Ressources (Centre de ressources de Bourgogne-Franche-Comté) au titre du RNCRPV.

La restitution a eu lieu le 29 septembre 2025, au Palais de la Femme à Paris (cf. page 24) Intitulée « Se sentir en (in)sécurité dans les quartiers populaires – il faut sortir des clichés », cette édition riche et passionnante, vise à lutter contre les stéréotypes sur la sécurité dans les quartiers de la politique de la ville. Il rend compte de la démarche conduite en 2024 et 2025 auprès d'habitants-es de 25 quartiers populaires de France métropolitaine et d'Outre-mer qui, bien que relevant de contextes parfois très différents, mettent en lumière des problématiques partagées. Les 300 habitants-es ayant participé à cette démarche reviennent alors sur les facteurs explicatifs qui font qu'elles et ils se sentent bien ou non dans leur quartier.

Apports dans le cadre de réflexions nationales sur la dimension éducative

Une convention pluriannuelle d'objectifs 2023-2025 a été signée entre le RNCRPV et l'ANCT pour poursuivre le travail engagé depuis 2020 autour de l'animation nationale des cités éducatives.

L'ORIV a participé à cette démarche dans le cadre du forum national des Cités éducatives du 21 janvier 2025. Cette journée de rencontres et d'échanges a réuni plus de 500 professionnels-les des Cités éducatives de toute la France. 21 ateliers ont eu lieu tout au long de la journée pour aborder : la petite enfance, les 16-25 ans, l'ingénierie, l'évaluation, la communication, la gouvernance... Une seconde journée d'accueil, des nouvelles cités éducatives labellisées, a été organisée le 15 septembre.

L'ORIV a également contribué dans le cadre de l'organisation et l'animation de la journée nationale des Programmes de Réussite éducative à l'occasion des 20 ans du dispositif, qui a eu lieu le 22 mai 2025.



Contribution nationale

Conformément aux missions confiées aux centres de ressources politique de la ville, ils sont amenés, à la demande de l'ANCT, à produire une contribution thématique en lien avec l'actualité de la politique de la ville. Sur l'année 2025, l'ORIV a participé à la rédaction de la contribution qui a porté sur la gestion urbaine et sociale de proximité (GUSP) et à l'abattement sur la taxe foncière sur la propriété bâtie (TFPB). Cette contribution sera diffusée et valorisée en 2026.

Une participation aux groupes de travail

Les groupes de travail, thématiques et métiers, sont des instances réunissant les différents-es professionnels-les des CRPV. Ces groupes permettent l'interconnaissance entre salariés-es de centres de ressources, le partage d'expériences et d'outils, la production de contributions thématiques collectives... Au-delà des apports pour les membres du réseau, ces groupes apportent des ressources à l'ensemble des acteurs et actrices de la politique de la ville sur les territoires.

En 2025, le RNCRPV comportait 16 groupes de travail actifs. L'équipe de l'ORIV s'est mobilisée plus particulièrement au sein des groupes ci-dessous sous deux formes : en tant que membre du groupe de travail ou en tant que co-pilote en charge de l'animation.

Groupe de travail « Laïcité »



Le groupe de travail, co-animé par l'ORIV, Labo Cités (Auvergne-Rhône-Alpes) et Ressources & Territoires (Occitanie Ouest), a échangé notamment sur la nouvelle version du kit VRL, sur les événements autour des 120 ans de la loi de 1905 et les 10 ans du plan VRL et a participé à la production, en collaboration avec le GT Sport, d'un cycle de 2 webinaires sur la laïcité, le fait religieux et le sport.

<https://www.reseau-crpv.fr/publication/replay-webinaires-sport-religions-et-laicite-cest-quoi-le-probleme/>

Groupe de travail « Évaluation et mesures d'impact »

Considérant que l'évaluation est un enjeu transversal tout au long des contrats de ville, le réseau a décidé de se doter d'un groupe de travail pour échanger autour de ces enjeux. L'ORIV a contribué à l'animation de ce groupe en lien avec l'ORS-CREAI Normandie et Trajectoire Ressources (Bourgogne-Franche-Comté).

Au cours de l'année 2025, plusieurs sujets ont été abordés : approches évaluatives des CRPV, identification des outils et guides produits par les CRPV, échanges sur la démarche « impact collectif » et l'outil d'évaluation des cités éducatives. Ce groupe a rencontré régulièrement l'ONPV et le pôle Analyse et Diagnostics Territoriaux de l'ANCT.

Groupe de travail « Démocratie et Quartiers populaires »

L'ORIV a animé ce groupe de travail en lien avec Profession Banlieue (Seine-Saint-Denis) et RésO Villes (Bretagne et Pays de la Loire). Le groupe de travail a notamment contribué à l'organisation d'un cycle intitulé « La participation sur le grill ». Celui-ci s'est décliné en quatre webinaires consacrés à la manière de faire vivre la participation des habitants-es au-delà des instances qui leur sont dédiées. Les replays des webinaires « la participation sur le grill » sont



disponibles sur le site du RNCRPV, dans l'onglet « publication » : <https://www.reseau-crpv.fr/publications/>

C'est l'enjeu de la démocratisation de l'action publique qui a été pointé. Au-delà des temps en visioconférence, le groupe de travail s'est réuni une journée pour travailler sur les enjeux de participation.

Groupe de travail « Transition »

L'ORIV continue de participer à ce groupe de travail du réseau. L'année 2025 a consisté au développement de la nouvelle version de l'outil « Quartier et transition juste » dans une version site web, disponible au 1er trimestre 2026. Au-delà de ce chantier, un webinaire sur les enjeux d'adaptation au changement climatique a également eu lieu le 3 décembre 2025.

<https://www.reseau-crpv.fr/publication/replay-du-webinaire-face-au-changement-climatique-quelles-strategies-dadaptation-dans-les-quartiers-prioritaires/>

16

Groupe de travail « Égalité Femmes-Hommes »

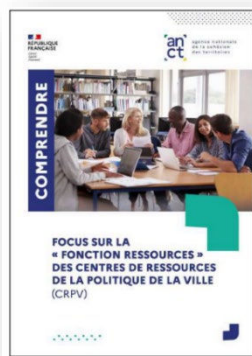


L'ORIV a co-animé, avec Villes et Territoires (Occitanie), le groupe thématique Égalité femmes-hommes du réseau qui s'est réuni 5 fois en 2025. Son programme de travail a consisté :

- A poursuivre l'analyse de l'axe Égalité Femmes-Hommes dans les contrats Engagements quartiers 2030,
- A réaliser une contribution collective à partir de l'analyse des contrats de ville : [La prise en compte de l'égalité femmes-hommes dans les contrats de ville "Engagement Quartiers 2030"](#), novembre 2025.

De plus, le groupe de travail a participé au comité de pilotage de l'étude « L'égalité femmes-hommes comme dimension transversale dans les contrats de ville » réalisée par le Service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes (SDFE) et l'ANCT.

Groupe de travail « Ressources et communication »



Le groupe de travail, auquel a participé l'ORIV, a échangé sur ses pratiques professionnelles en particulier sur les usages de l'IA et les pratiques de veille. Il a mis à jour l'outil « La com. pour les nuls » à destination de toute la communauté du réseau.

Les membres du groupe se sont entretenus avec Bernard BENSOUSSAN, directeur de l'agence Voix Publiques, pour la réalisation d'un focus sur la fonction ressources dans le bilan de l'activité 2024 des CRPV, présenté lors du regroupement des centres de ressources, en octobre, à Marseille.

<https://media.anct.gouv.fr/ressources/2026-01/-comprendre-focus-sur-la-fonction-ressources-des-crpv-novembre-2025.pdf>

Groupe de travail « Nouveaux-Iles arrivés-es »

Ce groupe ponctuel, animé par l'ORIV et Trajectoire Ressources (Bourgogne-Franche-Comté) a réalisé un document de sensibilisation à la politique de la ville, qui fait partie d'un livret d'accueil pour les nouveaux-Iles salariés-es des centres de ressources.



RÉSEAU RECI (RESSOURCES POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES ET L'INTÉGRATION)

L'ORIV participe au Réseau RECI depuis sa création en 2005. Il fait partie des membres fondateurs. Ce Réseau entend favoriser une action collective et mutualisée de production de connaissances dans le domaine de l'immigration, l'intégration et/ou de la lutte contre les discriminations liées à l'origine. En 2025, il était composé de cinq structures assurant une fonction ressources dans ces domaines, à savoir : AVDL (Association villeurbanaise pour le droit au logement) ; COFRIMI (Conseil et formation sur les relations interculturelles et les migrations) ; ESPACE (Espace de soutien aux professionnels-les de l'accueil et du conseil aux étrangers) ; IREV (Institut régional de la ville) et ORIV.

17

Cycle de qualification « Prévenir les discriminations dans le logement »



Au titre de l'année 2025, l'ORIV a participé à un cycle de qualification mené par le Réseau RECI, dans le cadre d'un financement de la Fondation de France et de la DILCRAH.

Le projet visait à mobiliser un groupe d'acteurs locaux de plusieurs territoires et inter-institutions (collectivités, bailleurs, Etat, associations...) pour construire et mettre en œuvre des stratégies locales de prévention des risques de discrimination dans le logement, en particulier les discriminations liées à l'origine.

Six territoires ont participé aux 4 journées (2024-2025) : Communauté d'Agglomération Lens Liévin, Grenoble Alpes Métropole et le Pays Voironnais, Métropole de Lyon et Ville de Villeurbanne, Nantes Métropole.

Les enjeux étaient :

- De faire place aux principaux concernés dans ces procédures, notamment les modalités d'écoute de leur parole (vécu ou ressenti discriminatoire) et le traitement des situations ;
- D'interroger les ambitions des politiques locales d'habitat pilotées par les intercommunalités ;
- De questionner les pratiques des acteurs dans les différentes étapes des procédures d'attributions,

Les journées ont articulé apports scientifiques (accompagnement de Thomas Kirzbaum, sociologue et expert), retours d'expériences et réflexion collective.

Le cycle a permis de développer un socle commun de connaissances sur les mécanismes discriminatoires et d'améliorer les pratiques territoriales grâce à des apports théoriques. Les ressources mobilisées et les productions issues des ateliers sont disponibles dans le dossier de capitalisation du cycle :

https://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=cmspage&pageid=4&id_article=114

Cahiers de la LCD "Politique de la ville et lutte contre les discriminations"



Pour ce numéro 20 des Cahiers de la LCD, le réseau RECI a dirigé un numéro dédié à la "Politique de la ville et la lutte contre les discriminations". Il a recueilli des textes de professionnels-les, d'universitaires et d'institutions qui prennent en charge les questions de lutte contre les discriminations, afin d'interroger les contours de cette lutte dans la politique de la ville.

Dans un contexte de renouvellement des contrats de ville où les débats sont polarisés par des idéaux politiques extrêmes, ce numéro met en lumière les enjeux spécifiques aux quartiers populaires. Il pointe de nombreux défis, mais fait aussi valoir la parole d'acteurs engagés qui font reculer les propos et actes discriminatoires.

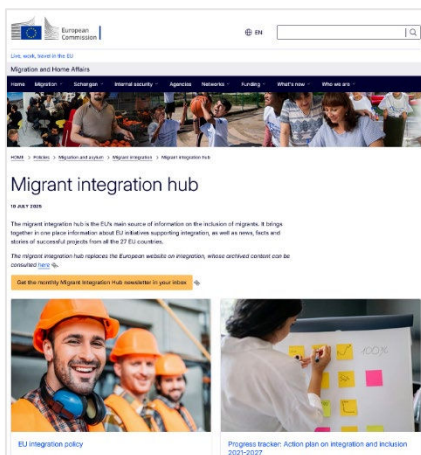
Les éléments mis en avant dans ce numéro nous donnent autant de leviers pour demain, afin d'élaborer et de mettre réellement en œuvre une politique publique de la non-discrimination en faveur de l'égalité.

18

Alimentation du Migrant Integration Hub en ressources

Depuis avril 2009, la Commission européenne a lancé un portail consacré à l'intégration des ressortissants-es de pays tiers, dans les 27 pays membres de l'Union européenne. En 2025, elle l'a intégré à son propre site, l'a réorganisé et renommé « Migrant Integration Hub ». C'est désormais une rubrique à part entière du site internet de la Direction générale de la migration et des affaires intérieures. Il propose les éléments suivants :

- des informations spécifiques sur le travail de l'Union Européenne,
- des présentations d'expériences réussies,
- un suivi des progrès réalisés dans la mise en œuvre du plan d'action pour l'intégration et l'inclusion 2021-2027,
- des analyses spéciales et des articles d'actualité transnationaux,
- des nouvelles et des publications pertinentes provenant d'un réseau d'experts-es sur l'intégration, des 27 pays de l'UE.
- une lettre d'information mensuelle.



Un réseau composé de 27 coordinateurs nationaux et d'un expert européen de l'intégration (Migration Policy Group – MPG) alimente quotidiennement le Portail.

En France, le réseau RECI, et en son sein l'ORIV, assure le pilotage et la coordination du projet. Cette action consiste dans le recensement et la valorisation de ressources (nouvelles/actualités, documents, événements), la rédaction de « notes thématiques » (dont les sujets sont définis par la Commission européenne), l'élaboration de fiches qui présentent des expériences novatrices sur le thème de l'intégration entendu au sens large, incluant notamment celles relatives à la lutte contre les discriminations. Il s'agit également d'assurer la promotion du portail européen sur l'intégration.

En 2025, le réseau RECI a mis en ligne 34 ressources et a valorisé 4 expériences sur le portail. De plus, fin septembre 2025, le réseau RECI, représenté par l'ORIV, a participé à « l'Editorial board » qui s'est tenu à Bruxelles, en présence de représentants-es de la Direction générale de l'immigration et des affaires intérieures (DG HOME) de la Commission européenne, du Migration Policy Group et des 27 coordinateurs-rices nationaux. Ceci pour se rencontrer, échanger sur l'actualité des politiques d'intégration menées dans les différents pays représentés, sur les nouveautés du portail et sur les pratiques concernant sa mise à jour

OUTILLER LES ACTEURS EN RESSOURCES

Site internet de l'ORIV

En 2025, il y a eu **11 331 visites** sur le site internet de l'ORIV (contre 7 181 en 2024, soit une croissance de 57,8%) et **33 000 pages** vues (contre 28 000 en 2024, soit 17,9% en plus en un an). Sur cette période, 2 614 personnes ont consulté la page d'accueil du site de l'ORIV et 1 293 personnes les rubriques thématiques proposées, dont les plus consultées sont « Politique de la ville en Grand Est » (326 visites) et « Égalité – Lutte contre les discriminations » (228), suivies de « Immigration – Intégration » (148), « Politique de la ville » (121) et « Démocratie locale – Participation » (93).

Les autres rubriques thématiques enregistrent des niveaux de fréquentation plus modérés : « Laïcité » (79) ; « Accès aux droits et aux services » (74), « Santé » (62), « Emploi - Développement économique » (59), « Jeunesse – Éducation » (55), « Urbanisme – Habitat – Cadre de vie » (48).

Par ailleurs, les pages institutionnelles du site font également l'objet de consultations importantes. Les rubriques « Missions » (410 visites), « L'équipe de l'ORIV » (380) et « Centre de documentation spécialisé » (322) figurent parmi les plus consultées, devant « Publications » (304), « Actualités » (314), « Agenda » (305). Viennent ensuite les rubriques « Contact » (215), « Vie associative » (107), « Actions » (102) et « Réseaux » (64).

Les différentes fiches de présentation détaillée des 38 contrats de ville du Grand Est ont fait l'objet de 1 637 consultations, via la cartographie en ligne.



www.oriv.org

Les ressources mises en ligne en 2025

Approche pluri thématique transversale :

- [Retour sur les RDV Politique de la ville – 8 séminaires en visioconférence en 2025](#)
- [Retour sur la journée régionale « Echanger autour des contrats de ville du Grand Est » du 2 octobre 2025](#)
- [Synthèse des 3 rencontres régionales : Jeunesse ; Monoparentalité ; Isolement et vulnérabilités](#)
- [Support de présentation de la séance de décryptage du CIV](#)
- [Retour sur le séminaire associatif sur les enjeux de pauvreté](#)

Éducation, réussite éducative, soutien à la parentalité... :

- [Synthèse de la journée d'échanges et de mise en réseau des acteurs et actrices des programmes de réussite éducative du Grand Est 14 octobre](#)
- [Des repères et des outils pour accompagner la démarche évaluative des programmes de réussite éducative \(PRE\)](#)

Citoyenneté, participation des habitants-es

- [Replay de la Journée régionale « Participation des habitants-es : Les enjeux de la démocratie locale » – 5 décembre 2024](#)
- [Replay et synthèse du cycle de qualification « Mettre en place un fonds de participation des habitants-es » – avril-mai 2025](#)

Développement durable, environnement, précarité énergétique

- [On en parle ?! Quels leviers pour la transition écologique dans les quartiers populaires ?](#)

Gouvernance, pilotage, observation, évaluation méthodologique

- [Mise à jour de la page « Politique de la ville en Grand Est : portrait des 38 contrats de ville »](#)
- [Document de « sensibilisation à la politique de la ville » – 2025](#)

Approche sujets transversaux : jeunesse, égalité femmes-hommes, lutte contre les discriminations

- [Face à une discrimination : écouter, repérer, orienter. Comment mieux coopérer pour favoriser l'accès au droit ? Compte-rendu du Séminaire – 25 juin 2024](#)
- [Webdocumentaire « Lutter contre les discriminations sur les territoires, où en est-on ? »](#)
- [Agir ensemble face aux discriminations : enjeux, acteurs et actrices, ressources. Synthèse graphique de la table ronde du 26 juin 2025](#)
- [Mise en ligne des replays des 9 séminaires thématiques du Réseau des acteurs de l'intégration dans le Grand Est](#)
- [Mineurs non accompagnés \(MNA\) – Dossier documentaire](#)

20

Les publications avec d'autres CRPV

- [Les replays des 4 séances de la saison 1 du cycle « La participation sur le gril »](#)

Le « Focus Actu »



Avec ce support, il s'agit pour l'ORIV de repérer et de valoriser régulièrement des ressources en lien avec les enjeux de société.

Diffusé sur le site internet et sur les pages Facebook et LinkedIn, cette publication peut concerner une émission de radio, un documentaire, un podcast, une exposition.

En 2025, **18 « Focus Actu »** ont été publiés.

La page Facebook

Les chiffres pour l'année 2025 :



- **414 abonnés-es**, soit + 3% par rapport à 2024.
- **640 visites** (nombre de fois où la page a été consultée), soit -3% par rapport à 2024.
- **53 publications et republications**, soit +20% par rapport à 2024.
- **258 interactions** (nombre de J'aime ou de réactions ou de partages), soit -21% par rapport à 2024.
- **7 903 vues** (nombre de fois où nos contenus ont été affichés sur le fil d'actualité de quelqu'un).

<https://www.facebook.com/ORIV.GrandEst/>

La page LinkedIn

Les chiffres pour l'année 2025 (création de la page le 16/09/2024) :



- **300** abonnés-es.
- **382** visites (nombre de fois où la page a été consultée).
- **70** publications et republications.
- **16557** impressions (nombre de fois où nos contenus ont été affichés sur le fil d'actualité de quelqu'un).

<https://www.linkedin.com/company/oriv-observatoire-régional-de-l-intégration-et-de-la-ville/>

La lettre d'information de l'ORIV

La lettre d'information de l'ORIV a pour objectifs :

- De diffuser des informations sur l'ORIV, mais également sur l'actualité de nos thématiques au plan national.
- De faire le lien avec son site internet (publications, événements...).
- D'élargir son public en matière de diffusion de l'information.

Dix lettres ont été diffusées au cours de l'année 2025, auprès de 1261 personnes en moyenne.

Le taux d'ouverture, c'est-à-dire le pourcentage de consultation de la lettre d'information de l'ORIV, est en moyenne de 20% pour l'année 2025. La parution de chaque lettre est également annoncée sur la page LinkedIn de l'ORIV.



Une veille quotidienne sur l'actualité

L'ORIV assure une veille quotidienne sur l'actualité (journaux, revues spécialisées...) par le biais d'outils numériques spécifiques. Cette veille est ensuite partagée à toute l'équipe.

C'est un appui indispensable pour lui permettre de répondre aux demandes des acteurs et aux sollicitations adressées au centre de documentation. Le travail régulier de veille documentaire permet également d'alimenter l'équipe en ressources. Outre ce travail en interne, l'ORIV participe à trois autres démarches de veille. Il s'agit d'alimenter en articles des panoramas de presse en ligne, accessibles au grand public, via l'outil Scoop-it.

Club de veille du Réseau des Centres de ressources politique de la ville (RNCRPV)

Il s'agit d'une démarche collaborative menée par plusieurs CRPV pour alimenter un panorama de presse en ligne. Cela implique une veille quotidienne de l'actualité de la politique de la ville.

En 2025, il y avait 757 abonnés-es contre 725 en 2024. 422 articles (402 en 2024) ont été partagés sur le scoop-it du réseau des CRPV. Ceux-ci ont été vus à 20 115 reprises (37 493 en 2024). Au total, en 2025, 16 339 visiteurs-ses ont consulté le panorama de presse (34 131 en 2024).



[Panorama de presse « Politique de la ville »](#)

Démarche de veille mutualisée menée par le réseau RECI

Ce travail collaboratif permet un réel partage des informations recueillies par tous les membres du réseau et une meilleure réactivité par rapport à l'actualité.

Cette veille alimente le panorama de presse du réseau RECI, sur l'actualité de l'intégration, de l'immigration et de la prévention des discriminations. En 2025, 94 articles ont été partagés sur le scoop-it du réseau RECI (139 en 2024). Ceux-ci ont été vus à 1128 reprises (844 en 2024). Au total, 1030 visiteurs-ses ont consulté le panorama de presse (625 en 2024).



[Panorama de presse « Immigration, intégration, lutte contre les discriminations »](#)

Panorama de presse en ligne sur l'actualité de la laïcité

Le panorama de la presse dédié à la laïcité a été réalisé dans le cadre de l'appui que l'ORIV assure auprès de l'État dans le cadre de la mise en œuvre du plan de formation « Valeurs de la République et laïcité » (cf. page 42).

Cet outil a bénéficié de 694 visites et de 559 visiteurs-ses différents-es en 2025 (contre 608 visites et 457 visiteurs-ses différents-es en 2024). 48 articles ont été relayés sur ce scoop-it (contre 57 en 2024).



[Panorama de presse « Laïcité »](#)

Dossier documentaire – Mineurs non accompagnés



L'ORIV réalise, chaque jour, une veille importante sur différentes thématiques en lien avec son activité. Afin de mettre à profit cette veille et de capitaliser les ressources actualisées sur un sujet dans un document synthétique, l'ORIV a décidé de créer une nouvelle publication, le « dossier documentaire ». Ce nouveau format sera utilisé pour aborder des sujets émergents, compiler des ressources ou mettre à jour des informations.

Cette nouvelle publication, initiée en 2024, a finalement vu le jour en 2025 avec la réalisation d'un premier dossier documentaire qui a pour objectif de faire un point d'ensemble sur la situation des mineurs non accompagnés (MNA), sans prétendre à l'exhaustivité. Il présente les textes de référence, le cadre administratif et juridique, ainsi que les principaux enjeux liés à leur accueil, leur accompagnement et leur intégration.



[Consultez le dossier documentaire](#)

Montée en compétence sur des approches prospectives et d'analyse de données

L'année 2025 a été l'occasion de se former à de nouvelles approches et d'acquérir de nouvelles compétences. Cela s'est notamment traduit par le suivi de la formation Data et quartiers, animée par RésOvilles avec le soutien de l'ANCT, afin de sensibiliser au potentiel des données pour l'observation, l'évaluation et le pilotage des politiques publiques dans les QPV. La formation a permis de lever les appréhensions liées à la technicité

des données ; de réfléchir à la construction d'un cadre éthique à la production et l'usage de données ; d'identifier les sources de données ouvertes utiles à l'observation des QPV etc... Également, l'ORIV souhaite monter en compétence sur les méthodes prospectives pour les territoires. A cet effet, une introduction à cette méthode a été suivie lors d'une formation par l'organisme Futuribles.

23

Gestion de la documentation

La gestion du fonds documentaire de l'ORIV est réalisée via une base de données en ligne. Celle-ci fait l'objet d'un travail collaboratif avec des membres du réseau RECI. Elle est accessible via le site internet du réseau RECI. Ce site ne répondait plus aux standards techniques et ergonomiques, et a donc été restructuré début 2024, sous la forme d'un **blog couplé à un portail documentaire**.

Les personnes intéressées peuvent ainsi effectuer en ligne des recherches pour retrouver les dernières nouveautés du centre de documentation de l'ORIV, mais aussi des documents plus anciens.

Concernant la consultation de la base documentaire, il y a eu :

- Nombre de sessions (nombre de visites, quelle que soit la « page » consultée) : **471 841** en 2025 (contre 343 878 en 2024)
- Nombre de **consultations des notices via le permalink** (lien précis et pérenne d'une notice, ce lien peut être placé dans une bibliographie par exemple ou être accessible via les moteurs de recherche) : **382 846 consultations** en 2025 (contre 304 337 consultations en 2024)
- **40 238 documents numériques consultés** (33 232 en 2024).
- Parmi les documents numériques consultés, on retiendra notamment des productions du réseau RECI : Publications sur les questions de Laïcité (922 téléchargements en 2025) ; Bibliographie « Interculturalité » (286) ; Synthèse du séminaire national « Prévention des discriminations et choix d'orientation : quels enjeux, quelles alliances ? » - 22 mars 2024 » (121) ; Bibliographie « Education - Discrimination, diversité, intégration, égalité des chances » (105) ; Sélection de ressources documentaires sur « Orientation – Ambition scolaire - Discriminations » (104) ; Bibliographie commentée « Quels impacts de la crise sanitaire liée au Covid-19 sur les publics en situation de vulnérabilité ? » (91) ; Note documentée « Prévention des discriminations et choix d'orientation - mai 2023 » (83 téléchargements) ; Benchmark « Lutter contre les ségrégations scolaires : Ce que nous apprennent les expériences nationales et internationales » (80).
- **340 notices** ont été rédigées et publiées dans la base en 2025.

RENFORCER LE POUVOIR D'AGIR ET LA PARTICIPATION CITOYENNE

Parution du rapport paroles d'habitants-es des quartiers populaires « Se sentir en (in)sécurité dans les quartiers populaires. Il faut sortir des clichés ».



[Consultez le rapport](#)

La 7^{ème} édition du rapport paroles d'habitants-es des quartiers populaires a fait sa sortie nationale le 29 septembre 2025, au Palais de la Femme à Paris. Cet évènement a été l'occasion de rencontres, de partages et d'échanges entre les habitants-es et acteurs-rices ayant participé à la démarche. Intitulée « Se sentir en (in)sécurité dans les quartiers populaires – il faut sortir des clichés », cette édition riche et passionnante vise à lutter contre les stéréotypes sur la sécurité dans les quartiers de la politique de la ville.

Il rend compte de la démarche conduite en 2024 et 2025 auprès d'habitants-es de 25 quartiers populaires de France métropolitaine et d'Outre-mer qui, bien que relevant de contextes parfois très différents, mettent en lumière des problématiques partagées. Les 300 habitants-es ayant participé à cette démarche reviennent sur des facteurs explicatifs qui font qu'elles et ils se sentent bien ou non dans leurs quartiers.

Organisation d'un cycle de qualification « Mettre en place un fonds de participation des habitants-es »

D'avril à mai 2025, l'ORIV a organisé un cycle de 3 séances sur la mise en place du fonds de participation des habitants-es (FPH).

La circulaire du 1er juillet 2024 réaffirme l'importance de soutenir les initiatives habitantes et précise que le fonds de participation des habitants-es, dans les quartiers de la politique de la ville, est un outil à mobiliser.

En Grand Est, ce fonds de participation semble méconnu et sa mise en place nébuleuse. Étant donné ce constat, afin d'accompagner au mieux les acteurs de la politique de la ville dans la mise en œuvre des contrats de ville, et dans le soutien aux initiatives citoyennes, il a semblé inévitable à l'ORIV de proposer un cycle, à visée pédagogique, sur ce sujet.

Il avait pour objectif de renforcer la culture commune des acteurs de la politique de la ville sur la participation des habitants-es et de renforcer les compétences des participants-

es sur la mise en œuvre concrète de ce fonds.

Grâce à l'intervention de Murielle MAFFESSOLI, directrice de l'ORIV et d'Eléa BOUCHERAK de l'ANCT, la première séance a permis de revenir sur l'histoire de la participation des habitants-es dans le cadre de la politique de la ville, et sur le cadrage réglementaire du FPH.

FONDS DE PARTICIPATION DES HABITANTS-ES (FPH)



La seconde séance a permis d'aller plus en détails sur les questions pratiques qui encadrent ce fonds : structure porteuse,

montage financier, comité de sélection... autant de sujets que Léonie TIAKET, de Trajectoire Ressources, et Sébastien BERTRAND, de la ville de Langres, ont pu aborder grâce à leur partage d'expériences. Enfin, la troisième séance de cycle a permis de répondre aux questionnements suivants : Comment envisager le FPH au service de la



[Consulter les éléments de restitution](#)

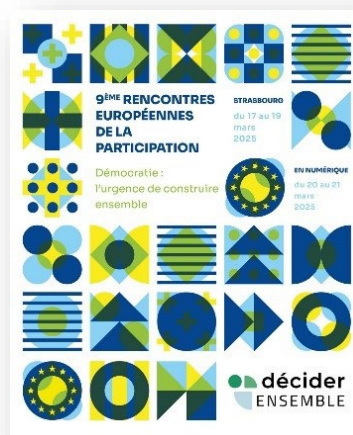
démocratie locale plutôt que comme une fin en soi ? Comment susciter l'engagement et les coopérations à travers ce fonds ? Lors de cette dernière séance, ce sont Paul GARCIA de Frégali conseil, et Fabien BRESSAN, de Labo cités qui nous ont livré leurs analyses.

Contribution aux Rencontres européennes de la participation

Cette année, pour la 9^{ème} édition des Rencontres européennes de la participation organisée par Décider ensemble, Strasbourg a été choisie pour accueillir plus d'un millier de professionnels-les, tous et toutes convaincus-es de la nécessité d'associer les habitants-es à la prise de décision publique.

En plus de sa participation aux rencontres, qui se sont déroulées du 17 au 19 mars, l'ORIV a participé à l'animation de deux ateliers : l'un intitulé « Quelle stratégie pour apprendre un langage commun en participation citoyenne ? » aux côtés de la ville de Strasbourg et de la ville de Tours ; l'autre intitulé « Ma démocratie a besoin d'exercice, musclons ensemble nos projets ». Ce deuxième atelier était animé avec Ville au Carré - La part Citoyenne (Centre d'appui et laboratoire pour la participation et les

dynamiques citoyennes), au titre du Réseau national des centres de ressources politique de la ville.



[Consultez le bilan de ces rencontres](#)

Actualités liées à la participation des habitants-es

Le 5 décembre 2025 matin, une trentaine de participants-es a assisté à une visioconférence consacrée aux actualités liées à la participation des habitants-es dans le cadre de la politique de la ville. Elle a été l'occasion de présenter le rapport "paroles d'habitants-es des quartiers populaires", co-porté par la Fédération des centres sociaux de France et le Réseau national des centres de ressources politique de la ville. L'École du

renouvellement urbain est ensuite venue présenter l'étude « La participation dans la poursuite du renouvellement urbain : vers quels dispositifs ? ».

Ces deux présentations complémentaires ont permis d'alimenter les réflexions des participants-es et d'envisager de nouvelles manières de faire dans les territoires.



[Consulter les éléments de restitution](#)

ACCOMPAGNER LES ACTEURS DANS LE CADRE DES CONTRATS DE VILLE

DES RESSOURCES AUTOUR DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Réunions d'actualités sur la politique de la ville

La connaissance de l'actualité (en termes d'orientations de l'action publique, d'évolution de la gouvernance, de production de ressources, de textes législatifs, de rapports...) est un enjeu clé.

Les réunions d'actualités proposées en visioconférence par l'ORIV ont pour objectif de diffuser des informations et des ressources sur la politique de la ville. Elles permettent également de favoriser l'émergence d'une culture commune sur cette politique publique. Les liens entre les représentants-es des

différentes structures en sont également renforcés.

Ces réunions, menées depuis de nombreuses années, s'adressent aux représentants-es des niveaux régionaux et départementaux de l'État en charge de la politique de la ville et des services de droit commun, ainsi qu'à des représentants-es de différentes agences nationales (ARS, France travail...).

Au total, 13 demi-journées ont été organisées en 2024. Elles ont mobilisé 69 personnes différentes pour 162 personnes cumulées.

Organisation de temps de sensibilisation à la politique de la ville

L'ORIV a proposé, en 2025, deux demi-journées de sensibilisation et d'information sur la politique de la ville :

- L'une en direction de référents-es politique de la ville (techniciens-nes de l'État ou des collectivités), le 6 novembre 2025, en visioconférence.

- L'autre en direction d'étudiants-es de 2^{ème} année en cursus d'assistance sociale et d'éducation spécialisée à l'ESEIS (Ecole supérieure européenne d'intervention sociale), le 14 novembre 2025, à Strasbourg.

Ces temps de sensibilisation ont donné lieu à la réalisation de supports.



[Consultez le document de synthèse](#)

Organisation d'un temps de décryptage du CIV

Un Comité interministériel des villes a été organisé le 6 juin 2025. Il a mis en avant trois priorités :

- Assurer l'égalité des chances pour les enfants et les jeunes des quartiers prioritaires,
- Assurer la tranquillité publique,
- Faciliter l'insertion professionnelle et stimuler l'économie dans ces quartiers.

L'ORIV a proposé une séance de décryptage de ce Comité à l'attention des référents-es de la politique de la ville (Etat et collectivités). Elle a eu lieu le 10 juin 2025, en présence de cinquante personnes.



[Consultez le support de présentation](#)

Rencontres autour des contrats de ville

L'ORIV, en collaboration avec les services de l'État en Région – DREETS Grand Est et Préfecture Grand Est (SGARE) – en partenariat avec le Réseau DSU Grand Est, a proposé, en 2025, de nouveaux rendez-vous afin d'échanger sur les contrats de ville et de s'enrichir des pratiques des uns et des autres. Ceux-ci s'inscrivent dans la continuité de la journée régionale d'échanges du 14 novembre 2024. Ces rencontres s'adressent aux élus-es, aux référents-es politique de la ville de l'Etat et des collectivités des contrats de ville du Grand Est.

Rencontres thématiques

En 2025, trois rencontres territoriales ont été organisées autour des enjeux suivants : jeunesse, parentalité et monoparentalité, et isolement social.

Au-delà d'interventions d'experts de la thématique, il s'agissait également de permettre l'échange de pratiques professionnelles (ateliers ou visites sur site).

7 mars 2025 à Bischheim (Bas-Rhin) - « La jeunesse en quartiers populaires : agir entre émancipation, autonomie et engagements »

Cette rencontre en visioconférence, en présence d'une cinquantaine de participants-es, a permis de traiter des questions de jeunesse dans les quartiers populaires.

- Intervention de Fabien TRUONG, sociologue, écrivain et réalisateur.
- Présentation du groupe de travail sur la politique jeunesse : Anne-Laure HAMELIN, responsable service sport-jeunesse-vie associative et politique de la ville, ville de Bischheim.

24 avril 2025 à Metz Métropole (Moselle) - « Familles et monoparentalité : (re)penser l'accompagnement »

Cette journée s'est concentrée sur les enjeux de parentalité (place des parents et des enfants, spécificités de la monoparentalité...), en présence d'une cinquantaine de personnes.

- Intervention de Vincent LENA, rapporteur de « Les femmes, les enfants et les jeunes d'abord ! », rapport demandé par la Ministre déléguée à la Ville en vue du Comité interministériel des villes.
- Intervention de Johanna DAGORN, ARESVI, Enquêtes sur la monoparentalité et les moyens d'accueil dans les villes et

quartiers politique de la ville de la Région Nouvelle Aquitaine.

- Présentation de la problématique de Metz Métropole (Anaïs MATHIEU et Coralie LEMOIGNE-FALGAS) sur la monoparentalité
- Visite de trois structures du territoire : La Maison des Parents – L'école des parents et éducateurs, La Maison des Bébé – Maison des 1000 premiers jours, Lieu d'accueil enfants-parents – Maison d'Anjou.

16 mai 2025 à La Chapelle-Saint-Luc (Aube) – « Isolement et vulnérabilité : agir sur les solitudes par les solidarités »

Cette rencontre avait pour objectif de comprendre et d'agir sur l'isolement social.

- Anne CORNILLEAU, responsable d'études – Observatoire Philanthropie & Société, Fondation de France, et Romain DAVIERE, doctorant en sociologie, ont présenté les concepts et enjeux autour de l'isolement et du sentiment de solitude.
- Présentation de la réflexion menée par un groupe de travail mis en place sur le quartier Chantreigne-Montvilliers-Beau-Toquat (Aube). Celui-ci vise à définir des actions communes sur ce quartier, qui se déploie sur trois communes, autour des enjeux de vieillissement et d'isolement des habitants-es.
- Ateliers visant à identifier des leviers d'actions sur les territoires à partir d'exemples et de réflexions sur des enjeux d'intergénérationnel, d'aller vers, ...

Ces rencontres sont venues alimenter la journée régionale du 2 octobre 2025.



[Consultez la synthèse des rencontres](#)

Journée régionale sur les contrats de ville : « Concevoir des coopérations pour mieux agir auprès des habitants et habitantes ! »

La 2^{ème} journée régionale des contrats de ville en Grand Est a eu lieu le jeudi 2 octobre 2025 à la Maison régionale des sports de Tomblaine. Elle a réuni quatre-vingts personnes.

Cette journée a été consacrée à un enjeu central des contrats de ville : la coopération entre acteurs : habitants-es, techniciens-nes de l'Etat et des collectivités, élus-es, signataires du contrat de ville, acteurs associatifs...

Ce fut l'occasion d'avoir une présentation de la démarche « Quartiers à Impact Collectif » par Laurent BIELICKI, chargé de mission au sein de Cité Ressources (CRPV PACA), d'échanger sur des expériences menées en Grand Est et de tester des méthodes de coopération.

Durant l'après-midi des méthodes de travail ont été présentées par le biais de situations



29

concrètes (repenser l'appel à projets, renforcer le travail avec les acteurs, partager des éléments communs...). Les atouts et les freins de ces méthodes ont également été identifiés.



[Consulter les documents supports](#)

DES ACCOMPAGNEMENTS SUR SITE

Comme chaque année, l'ORIV a poursuivi ses interventions sur les territoires, à la demande de collectivités. Les démarches ont pris différentes formes :

- L'accompagnement de collectifs d'acteurs autour de sujet ciblé : les enjeux d'isolement et de vieillissement sur le quartier Chantereigne-Montvilliers-Beau Toquat (La Chapelle-saint-Luc, Les Noës-près-Troyes et Troyes - Aube), les projets de quartier à l'échelle du contrat de ville de Troyes Champagne Métropole (Aube) et sur les enjeux de parentalité sur le contrat de ville de Romilly-sur-Seine (Aube).
- La formalisation de l'élaboration du contrat de ville de Langres (Haute-Marne),
- L'accompagnement de contrats de ville au titre de l'évaluation à mi-parcours sur les territoires de Haguenau-Bischoffwiller (Bas-Rhin), Mulhouse Alsace Agglomération et Saint-Louis (Haut-Rhin).
- L'accompagnement dans le cadre de l'animation / fonctionnement du contrat de ville : Contrat de ville de Mulhouse Alsace Agglomération, Contrat de ville de Saint-Louis (Haut-Rhin).

Accompagnements auprès de collectifs

Réflexion collective sur les enjeux de vieillissement et d'isolement sur le quartier Chantereigne-Montvilliers-Beau Toquat (Aube)

Suite à une évolution du périmètre du quartier Chantereigne-Montvilliers-Beau Toquat, territoire intercommunal (La Chapelle-Saint-Luc, Les Noës-près-Troyes et Troyes), les caractéristiques socio-démographiques des habitants-es ont évolué avec une augmentation des personnes âgées. Les élus-es des communes ont exprimé la volonté de travailler sur cet enjeu peu abordé avec des

actions en direction de ce public quasiment inexistantes.

L'ORIV a proposé une démarche d'accompagnement des acteurs du territoire pour permettre l'émergence d'actions susceptibles de répondre aux enjeux. Il a été décidé de mettre en place un groupe de travail interacteurs qui s'est réuni à quatre reprises

sur le premier semestre 2025 (23 janvier, 27 février, 25 mars et 13 juin 2025). Ces acteurs ont également participé à la rencontre territoriale du 16 mai 2025 (page 28). A cette occasion, ils ont présenté la réflexion en cours.

La démarche proposée par l'ORIV a reposé sur une logique de co-construction des étapes de la réflexion avec les acteurs.

Les modes de travail suivants ont été utilisés :

- Sollicitation de ressources sur la base d'une veille documentaire.
- Réflexion sur les notions en lien avec les problématiques identifiées (formes d'isolement, mobilisation des acteurs auprès de ces publics, accès aux droits, services dédiés...).

- Elaboration d'un état des lieux pour mieux comprendre les phénomènes d'isolement social.
- Identification de leviers potentiels pour répondre aux enjeux.
- Mise en place de méthodes susceptibles d'assurer la capacité de production collective.
- Capitalisation de la démarche.

Le défi de cette démarche en interacteurs était double :

- Travailler sur des sujets émergents en politique de la ville : faire culture commune ;
- S'inscrire dans une logique de coopération interacteurs pour trouver des réponses face aux sujets.

30

Construction d'une stratégie politique sur les projets de quartiers sur l'agglomération de Troyes Champagne Métropole (TCM)

Le contrat de ville cadre 2024-2030, co-piloté par TCM et l'Etat, a été signé le 29 mars 2024. Celui-ci est complété, par voie d'avenant, de « projets de quartier » (QPV) élaborés à l'échelle communale. Par ce biais, chacune des collectivités a défini ses priorités et ses orientations pour les quartiers prioritaires. L'objectif est de traduire les projets de quartiers dans une feuille de route sur la durée du contrat de ville. L'intervention de l'ORIV a consisté à appuyer les chefs-fes de projet politique de la ville des collectivités pour la faire vivre sur la durée, via la mobilisation des acteurs, le déploiement des actions et la définition des modalités de suivi des projets. Concrètement, il s'agissait d'un appui méthodologique reposant sur :

- Un temps de travail préalable pour comprendre les enjeux de chaque projet de quartier.

- La formalisation d'une méthodologie pour élaborer les feuilles de route par QPV.
- La préparation des supports et l'appui aux chefs-fes de projets pour faire vivre la feuille de route.
- L'animation de temps spécifiques auprès des chefs-fes de projets des collectivités.

La démarche s'est déroulée entre janvier et septembre 2025.

Au-delà, compte tenu des contextes locaux et des systèmes d'acteurs, un temps a été mené auprès de chaque commune pour concrétiser les outils et mieux comprendre les spécificités du territoire.

Réflexion collective sur les enjeux de parentalité sur le Quartier de Romilly-sur-Seine (Aube)

L'analyse des données socio-démographiques des habitants-es du quartier Lumières Boucher Champagne, situé sur la commune de Romilly-sur-Seine, ainsi que les échanges lors des rencontres entre acteurs lors de l'élaboration du contrat de ville, ont fait apparaître des difficultés et des vulnérabilités autour des enjeux de parentalité. Travailler sur ces enjeux est devenue une des ambitions du contrat de ville.

Le déploiement d'actions et de dispositifs (au titre des moyens du droit commun comme ceux du contrat de ville) ne paraissent pas suffisants

face aux difficultés. L'objectif a été de mobiliser les acteurs du territoire pour identifier les freins et leviers, et construire un cadre d'actions favorable à la réussite éducative et à l'insertion sociale et professionnelle des enfants et des adolescents.

L'ORIV a démarré un travail d'accompagnement à compter de décembre 2025. Il se poursuivra jusqu'en septembre 2026. La démarche vise à la fois à permettre une mobilisation des acteurs du territoire et à concevoir des actions/projets.

Accompagnements sur sites dans le cadre de la mise en œuvre des contrats de ville

Accompagnement à l'élaboration des contrats de ville de Haute-Marne (52)

L'agglomération du Grand Langres compte un quartier retenu au titre de la politique de la ville : le quartier Neuf. En 2024, l'ORIV a appuyé ce territoire en l'accompagnant pour la construction du contrat de ville, et plus

particulièrement sur les démarches de concertation des acteurs. Le 29 janvier 2025 le contrat de ville a été présenté aux acteurs du territoire. Ceci a permis d'ouvrir la réflexion sur la nouvelle programmation.

31

Accompagnement dans le cadre de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville de Haguenau-Bischoffwiller- (67)

Le contrat de ville de Haguenau-Bischoffwiller, signé le 8 juillet 2024, précise de mettre en place un protocole de suivi et d'évaluation, permettant de garantir une évaluation « in itinere ». Une évaluation à mi-parcours est prévue en 2026-2027, pour permettre, si nécessaire, une actualisation du contrat de ville. La volonté est d'impliquer les porteurs de projets dans la démarche évaluative. L'ORIV a proposé une évaluation participative, à partir de décembre 2025 jusqu'au début de 2027.

La démarche s'appuie sur les principes suivants :

- Mobiliser les acteurs pour recueillir les données relevant des questions évaluatives.
- Impliquer les habitants-es (en particulier les conseils citoyens des deux quartiers).
- Confronter les données et les points de vue auprès des acteurs.
- Soumettre aux acteurs / habitants-es l'avis établi à partir des questions évaluatives.

Accompagnement du contrat de ville de Saint-Louis (Haut-Rhin)

L'année 2025 est la première année de fonctionnement du nouveau contrat de ville 2024-2030. Une grande partie des modalités de fonctionnement du contrat de ville ont été poursuivies.

Ainsi l'ORIV a assuré :

- Un appui auprès de l'équipe projet (composé de l'Etat et des deux collectivités : ville et agglomération de Saint-Louis) qui assure la mise en œuvre du contrat de ville au quotidien (11 réunions sur l'année).
- Une implication lors des instances (préparation et interventions) : les comités interacteurs (1^{er} avril et 14 octobre 2025) et le comité de pilotage (30 janvier 2025).
- Une analyse du portrait du quartier prioritaire de la politique de la ville.
- Une participation à la rédaction du rapport annuel (outil permettant de rendre visible le travail mené sur le contrat de ville et l'évolution du quartier).

- Une réflexion sur les sujets de l'évaluation à mi-parcours et les indicateurs à définir (réflexion sur les bilans annuels). Elle a été menée en lien avec les porteurs de projet.

Au-delà, et afin de répondre aux enjeux du nouveau contrat de ville, l'ORIV a contribué à la mise en place de deux groupes de travail sur le volet méthodologique et documentaire :

- L'éducation et la prise en charge des jeunes en situation de décrochage : réunions le 5 mars et le 23 avril. Sur cette base, un comité a été mis en place pour répondre aux problématiques des situations rencontrées des enfants et des familles.
- La Gestion urbaine et sociale de proximité (GUSP) en lien avec l'utilisation de l'abattement de la TFPB (Taxe foncière sur les propriétés bâties) : réunions les 20 mai, 25 juin et 12 novembre.

Accompagnement du contrat de ville de Mulhouse Alsace Agglomération (Haut-Rhin)

La dynamique engagée en 2024 pour assurer le fonctionnement du contrat de ville « Engagement Quartiers 2030 » s'est poursuivie en 2025. L'ORIV a contribué à l'animation du contrat par :

- Un séminaire, le 25 février, des porteurs de projets de l'agglomération sur les indicateurs d'évaluation du contrat de ville.
- La mise en œuvre de l'accompagnement de l'abattement de la TFPB auprès des bailleurs et la réalisation des plans

d'actions (annexes à la convention-cadre 2024-2030 signée fin 2024) en lien avec les priorités territoriales du contrat de ville. Cela a donné lieu à trois réunions inter-bailleurs M2A (11 mars, 17 octobre et 1^{er} décembre).

- La participation aux temps d'échanges organisés auprès des associations dans le cadre de mise en œuvre des actions (12 novembre, 18 novembre 2025).

L'ORIV a travaillé avec l'équipe projet (8 réunions en 2025) et a apporté des éléments méthodologiques et techniques. Il a contribué à l'élaboration du rapport annuel 2024 du contrat de ville ainsi qu'à la mise à jour des données socio-démographiques des projets de quartier.

L'ORIV a élaboré le cadre du protocole d'évaluation, en lien avec l'IFMA (Institut Français du Monde Associatif) et l'UHA (Université de Haute Alsace).

DES TRAVAUX DE REFLEXION POUR AMELIORER LA VIE DES HABITANTS-ES

Réalisation d'une enquête auprès des habitants-es du parc privé dans le quartier Neuhof

L'ORIV a réalisé, au 1^{er} semestre 2025, une enquête en porte-à-porte auprès des habitants-es d'une partie du parc privé dans le quartier du Neuhof. Il s'agit de la réactualisation de l'enquête menée en 2013 sur le quartier.

Cette étude a pour objectifs de connaître les trajectoires résidentielles des habitants-es du

parc privé, de questionner le bien-habiter dans son logement (qualité du logement et des espaces communs), de comprendre le rapport au quartier et à ses équipements/services, ainsi que d'analyser l'attractivité du quartier et des logements.

Etude d'opportunité et de faisabilité : mise en place et fonctionnement d'une équipe de prévention spécialisée - Pont-à-Mousson

En avril 2024, un contrat de ville a été signé en faveur des habitants-es du quartier Procheville-Bois-le-Prêtre, à Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle), pour la période 2024-2030. Il fait suite à une première contractualisation, qui avait été signée en octobre 2015. En dépit des actions menées sur la période antérieure, le quartier prioritaire de la politique de la ville compte encore des difficultés. En effet, les habitants-es sont confrontés-es à des problèmes de sécurité (situations de violences et d'addictions), mais aussi de décrochage scolaire. Par ailleurs, ce quartier en politique de la ville de Meurthe-et-Moselle est le seul à ne pas disposer d'une intervention de prévention spécialisée.

Le Conseil départemental de la Meurthe-et-Moselle, avant de mobiliser des moyens, a souhaité vérifier l'opportunité et la faisabilité de la mise en place d'une mission de prévention spécialisée sur ce territoire. Il a sollicité l'ORIV pour réaliser une étude afin de déterminer la pertinence de la mission, à partir des besoins et du système d'acteurs, ainsi que les conditions du déploiement de cette mission (moyens humains, liens avec les partenaires, local/permanence pour l'équipe ...).

Pour répondre à cette demande, l'ORIV a mis en place la démarche suivante, sur la période de février à novembre 2025 :

- Connaissance du contexte et de la sollicitation du Conseil départemental
- Mise en place d'une équipe projet et organisation de réunions sur la durée de l'étude (Conseillère départementale déléguée du territoire Val de Lorraine, coordonnateur départemental de prévention spécialisée, responsable territorial des solidarités Val de Lorraine et le directeur des services territoriaux du Val de Lorraine)
- Recueil de données : études, documents, statistiques et entretiens (une trentaine), déambulation dans le quartier, réunions...
- Analyse de l'ensemble des éléments.
- Échanges entre partenaires sur les conditions de faisabilité : Réunion du 8 septembre 2025 : État, Ville et Communauté de Communes du Bassin de Pont-à-Mousson.
- Réunion du 11 septembre 2025 avec l'ensemble des acteurs rencontrés.
- Rédaction du rapport

SOUTENIR L'ELABORATION DE PARCOURS DE REUSSITE DANS LES QUARTIERS

Animation du Réseau des Cités éducatives du Grand Est

En 2025, l'ORIV a poursuivi la mise en réseau des Cités éducatives du Grand Est. Il a réuni à deux reprises les chefs-fes de projet Cité éducative. Une réunion en visioconférence (27 mars 2025) a permis de définir le programme de travail de l'année.

Une journée régionale, en direction des chefs-fes de projet opérationnel des Cités éducatives s'est tenue, le 12 juin à l'hôtel de ville de Nancy. Cela a été l'occasion d'accueillir Julie TESTI, de l'Université de Cergy-Pontoise, pour une présentation de l'étude menée auprès de Cités éducatives de la première vague sur leur démarche

évaluative. Il s'agissait également de partager les actions mises en place dans le cadre des Cités éducatives auprès des parents et des habitants-es.

Le 27 novembre, à l'initiative des chefs-fes de projet opérationnel de l'académie de Nancy-Metz et des délégués-es du préfet, l'ORIV est venu en appui et a animé une journée d'échanges à Nancy. Cette rencontre a été l'occasion de renforcer les liens entre équipes, de partager des expériences concrètes et d'imaginer ensemble les prochaines étapes de la dynamique éducative en Lorraine.



[Consultez la page consacrée au réseau](#)

Appui à la réflexion sur la gouvernance de la Cité éducative de Chantereigne - Montvilliers

Cette intervention fait suite à la démarche évaluative menée par l'ORIV dont le rapport a été finalisé en juin 2024. L'évaluation avait mis en avant un besoin de réflexion autour des modalités de travail entre acteurs, plus particulièrement, au niveau de la gouvernance.

L'objectif est d'optimiser le fonctionnement de la Cité éducative (schéma de fonctionnement des différentes instances), à partir d'une démarche impliquant les acteurs eux-mêmes et en questionnant :

Une gouvernance pour faire quoi ? En quoi les instances, leur composition et leur

fonctionnement visent à répondre aux enjeux ? Comment la notion d'alliance éducative vise-t-elle et permet-elle de la souplesse pour répondre aux enjeux ?

Quelle place des uns et des autres au sein de l'organisation de la gouvernance ? Quelle circulation de l'information pour la rendre optimale ?.

L'intervention a été menée auprès des membres du Comité de pilotage et du Comité de la Cité éducative. Elle s'est traduite par une réunion, à l'issue de laquelle l'ORIV a proposé deux scénarii de gouvernance.

Appui à l'organisation du séminaire inter-acteurs de la Cité éducative de Chantereigne-Montvilliers

Ce séminaire inter-acteurs a eu lieu le mercredi 26 mars à l'espace culturel Didier Bienaimé à La Chapelle-Saint-Luc. Il était ouvert à tous les partenaires de la Cité éducative ou acteurs intéressés (Education nationale, collectivités, association, Etat).

En amont, l'ORIV a participé à sa préparation (élaboration du programme...) et pris contact avec l'intervenant extérieur, Thomas SAUVADET. Le jour même, l'ORIV a assuré l'animation. 110 personnes ont participé à cette demi-journée.

Cette intervention s'inscrivait dans le cadre de l'appui technique réalisé auprès des Cités éducatives du Grand Est. Elle fait suite à la démarche évaluative menée par l'ORIV en 2024, au renouvellement du label Cité

éducative ainsi qu'à l'extension du périmètre de la Cité éducative de Chantereigne-Montvilliers.



34

Évaluations des Cités éducatives (Quartier Trois Fontaines Colbert à Reims et Forbach)

L'intervention de l'ORIV s'inscrit dans le cadre de l'appui technique réalisé auprès des Cités éducatives du Grand Est. Dans le cadre de la labellisation, chaque Cité éducative a rédigé un protocole de suivi et d'évaluation qui est un élément de la convention triennale. Il présente les grandes lignes de la démarche de suivi et d'évaluation qui sera mise en œuvre.

Sur la base de ce document, l'ORIV a été sollicité pour accompagner la démarche d'évaluation de la Cité éducative de Forbach et de celle de Reims Trois Fontaines Colbert.

Dans le cadre de la Cité éducative de Forbach, la démarche évaluative s'est déroulée sur l'année 2025 et, pour celle de Reims Trois Fontaines Colbert, de février 2024 à septembre 2025. Elles ont été menées auprès du Comité technique de la

Cité éducative et en lien avec ce dernier. L'ensemble des acteurs de la Cité éducative est mobilisé lors de temps de travail collectif.

L'ORIV a eu la charge d'animer l'accompagnement collectif, de mettre en place une méthode visant le recueil des données (quantitatives et qualitatives), de réaliser les démarches nécessaires à leur production et à l'organisation de leur analyse, de rédiger le rapport.

L'intervention de l'ORIV a donné lieu à la mise à disposition de moyens humains en interne de la structure. Elle a reposé aussi sur la mobilisation des membres du Comité technique. Ils ont contribué aux différentes étapes de travail, ont mis à disposition les documents et ressources en lien avec les indicateurs.

Animation du réseau des professionnels-les des Programmes de réussite éducative Grand Est

En 2025, l'ORIV a poursuivi son action de mise en réseau des professionnels-les des programmes de réussite éducative sur le Grand Est. Le 13 mars, une réunion regroupant 32 professionnels-les, a permis de définir collectivement le programme de travail de l'année.



Une journée régionale

Le 14 octobre, l'ORIV a organisé une journée régionale à destination des professionnelles-les des PRE du Grand Est, avec l'appui du PRE de Lunéville, au salon des Halles à Lunéville. Cette journée a invité les acteurs



[Consultez la synthèse de la journée régionale](#)

Un groupe de travail

L'ORIV a par ailleurs proposé un groupe de travail autour des enjeux de santé et santé mentale. L'objectif est de réaliser un plaidoyer. Ce groupe s'est réuni le 16 décembre et se poursuivra en 2026. 20 professionnels-les y ont participé.

Un document méthodologique



Par ailleurs, l'ORIV a rédigé et mis à disposition un document intitulé « *Des repères et des outils pour accompagner la démarche évaluative des programmes de réussite éducative (PRE)* ». Fruit de plusieurs temps de travail menés avec les PRE du Grand Est, il vise à partager les enseignements et les ressources issus de ces échanges. Ce document offre des repères et des clés de lecture pour accompagner la mise en œuvre d'une démarche évaluative, à partir d'éléments de réflexion et d'outils méthodologiques.



[Consultez le document](#)

présents à interroger à la fois la place accordée aux adolescents-es dans les PRE et l'efficacité du lien entre partenaires pour construire une réponse éducative cohérente, inclusive et respectueuse de leurs singularités. Une soixantaine de personnes était présente.

La journée a été rythmée par des interventions :

- Comprendre les spécificités de l'adolescence dans les parcours éducatifs, sanitaires et sociaux, par Audrey BOULIN, Maîtresse de conférences en sciences de l'éducation, Université de Cergy-Pontoise
- Les adolescents-es dans les PRE : quelle place, quels besoins, quelles réponses ? par le PRE de Lunéville et ses partenaires

Et par des ateliers thématiques : Mieux écouter la parole des adolescents dans les parcours d'accompagnement ; Comment construire une réelle coopération entre partenaires autour d'un jeune ? ; Intégrer les familles dans le travail partenarial avec les adolescents.

Organisation d'un temps d'échanges sur santé mentale et réussite éducative

L'ORIV a organisé une visioconférence consacrée aux enjeux croisés de la santé mentale et de l'éducation, le mardi 30 septembre après-midi. Cette visioconférence s'adressait aux représentants-es des Cités éducatives du Grand Est et des programmes de Réussite Éducative. Elle a rassemblé une quarantaine de personnes.

Valérie HENRY, chargée de projets scientifiques Direction des régions et Justine TROMPETTE, Région Grand Est, Santé Publique France ont :

- Clarifié des termes clés : santé, bien-être, santé mentale, compétences psychosociales...

- Éclairé sur la situation actuelle de la santé mentale des enfants et des adolescents-es, à partir des enquêtes ENABEE (Étude nationale sur le bien-être des enfants) et ENCLASS (Enquête nationale en Collège et en Lycée chez les Adolescents sur la Santé et les Substances).

Ce fut l'occasion de partager constats, expériences et perspectives autour de la santé mentale des jeunes, en articulation avec les dynamiques éducatives du territoire.

36

Appui au fonctionnement de l'Observatoire de la réussite éducative de Strasbourg

Considérant que la question éducative est une question de co-éducation (sur l'ensemble du temps scolaire et hors temps scolaire), la ville de Strasbourg s'est dotée d'un « Observatoire des politiques publiques en matière éducative ». Il a été conçu comme un lieu de travail collectif sur la base d'une culture commune, un outil d'évaluation des actions et politiques menées, ainsi qu'un lieu d'innovation et de mise en œuvre d'expérimentation.

L'ORIV accompagne la réflexion depuis 2021 auprès de la Direction de l'enfance et de l'éducation.

En 2025, plusieurs actions ont été menées :

- L'identification d'indicateurs pour pointer les évolutions des caractéristiques socio-démographiques et des vulnérabilités.
- Une analyse de l'enquête menée en 2025 sur « l'offre de loisirs » auprès de parents d'enfants de 3 à 11 ans. Il s'agissait de répondre aux questions suivantes : Que font les 3-11 ans le soir, le mercredi, les vacances ? Est-ce que ce qui est proposé en termes d'offre d'activités répond aux attentes des parents / enfants ? Est-ce que le public touché est cohérent avec les orientations de la collectivité ?
- L'organisation d'une journée sur les enjeux de la réussite éducative des enfants de 3 à 11 ans, dans le cadre du Projet Éducatif Global pour l'Enfance (PEGE). Elle a eu lieu le 21 mai, à Strasbourg. Elle a démarré par un rappel des enjeux politiques, puis par une présentation par la Direction du bilan du projet éducatif global pour l'enfance. L'ORIV a présenté la démarche de l'Observatoire de la réussite éducative (indicateurs, enquête...). Les bilans de différentes actions ont fait l'objet de présentations :
 - Végétalisation et cour d'école - Jean-Charles GUIMARD, Chef du projet transformation des cours d'école : <https://youtu.be/d3N92FhjV-4>
 - Mixité scolaire et carte scolaire / Caroline CAGNON - Cheffe de service, Service des inscriptions et de la scolarité : <https://youtu.be/m4xCem3jHdM>



- Evaluation du PRE Strasbourg – méthodologie biographique / Catherine DELCROIX, Sociologue française, professeure de sociologie à l'université de Strasbourg <https://youtu.be/LnSNYov5YA0>
- Impacts par les bénéficiaires des actions – Evaluation de la cité éducative de Hautepierre/ Pascale MARGUERETTAZ, consultante en politiques publiques, AZ études & conseils

L'après-midi, un « forum ouvert » était proposé, durant lequel les participants-es ont abordé les sujets et/ou les préoccupations qu'ils souhaitaient : l'accompagnement des parents, le bien-être et la santé, le vivre ensemble et la diversité, les pratiques culturelles et les inégalités. Ces sujets ont été discutés en ateliers puis partagés.

- L'organisation de deux conférences le 30 septembre 2025 (en matinée puis en fin de journée) à Strasbourg. Elles ont été préparées et animées par l'ORIV. Le sujet était celui du bien-être et de la santé mentale. Le matin, Valérie HENRY, Chargée de projets scientifiques et Juliette TROMPETTE, de Santé Publique France ont précisé les termes puis présenté la situation de la santé mentale des enfants et des adolescents à partir des enquêtes ENABEE. A la suite, Fedoua SALIM, coordinatrice du programme à l'Education nationale et Marie ANSELM, chargée d'étude à l'ORS Grand Est ont rendu compte de l'action CAAPS (Conseils et Accompagnement pour Agir en Promotion de la Santé en faveur des jeunes), action de promotion de la santé pilotée par le Rectorat de l'académie de Strasbourg. Le soir, les mêmes éléments ont été présentés par Santé Publique France puis Charlotte ARQUILLIERE, chargée de mission de l'ARS du Bas-Rhin présenté des actions et ressources.

Séminaire de lancement du programme "Entrepreneuriat Quartiers 2030"

L'État en région (SGARE et DREETS) et BPI France (Banque Publique d'Investissement), en collaboration avec l'ORIV, ont organisé le 28 mars, à Nancy, un séminaire de lancement du programme « Entrepreneuriat Quartiers 2030 » dans le Grand Est.

Ce programme, lancé en 2024, est co-financé par l'État et la Caisse des dépôts et déployé par BPI France. Il vise à détecter et soutenir l'entrepreneuriat dans les Quartiers Politique de la Ville, mais également dans d'autres territoires.

Ce séminaire a permis d'échanger avec les opérateurs des dispositifs, d'entendre des témoignages d'entrepreneurs des quartiers, de rencontrer le réseau de l'emploi et de l'entrepreneuriat du Grand Est.

Des ateliers ont proposé de partager des pratiques avec l'ensemble du réseau des acteurs du développement économique et de la politique de la ville.

La journée s'adressait aux élus-es, aux référents-es politique de la ville et développement économique des collectivités et de l'État, aux opérateurs de l'État (France Travail...), aux missions locales et aux acteurs et actrices de l'emploi dans les quartiers en politique de la ville.



ENTREPRENEURIAT
quartiers 2030

PREVENIR ET LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET LES REPRESENTATIONS

Réseau de veille et de vigilance sur les discriminations dans le champ de la santé



En 2025, le réseau de veille et de vigilance sur les discriminations dans le champ de la santé, animé par Migrations Santé Alsace et l'ORIV, a poursuivi ses actions. Depuis 2023, les membres ont souhaité renforcer leur compréhension des mécanismes de discriminations raciales dans le champ de la santé et construire un agir commun face à ces situations, par le biais de journées d'études.

L'organisation de ces journées fait écho aux situations constatées sur le terrain et remontées lors des temps de réseau. Elles font également échos à des préoccupations de plus en plus présentes dans la sphère publique. Les discriminations raciales, souvent reléguées au rang de tabous ou

banalisées par déni, restent parmi les plus difficiles à aborder dans un système de santé porté par un idéal d'universalité des soins.

Organisée en janvier 2025, la 2ème journée d'études du réseau, « Comment agir pour un traitement plus égalitaire ? Du sentiment d'impuissance à l'action collective », a permis d'explorer, sans réponses toutes faites, les ressorts du sentiment d'impuissance mais aussi les possibilités d'engagement des professionnels-les dans la lutte contre les discriminations. Elle a rassemblé plus de 70 participants et participantes avec deux interventions plénières, des ateliers, du théâtre forum avec les professionnels-les.

Webdocumentaire - Lutter contre les discriminations sur les territoires : Où en est-on ? Enjeux, politiques, acteurs

Pour valoriser les ressources et moments forts du cycle de qualification « Lutter contre les discriminations sur les territoires : où en est-on ? » l'ORIV a réalisé un webdocumentaire avec : les replays des interventions de spécialistes reconnus-es, des retours d'expériences inspirantes, une veille documentaire pointue pour répondre

aux défis de la lutte contre les discriminations sur le terrain. Ce webdocumentaire traite de plusieurs thématiques : l'observation et la mesure, la mobilisation du droit comme levier d'action, la parole des premiers et premières concernés-es, les stratégies d'essaimage pour changer d'échelle.



[Consultez le webdoc](#)

Guide des acteurs de la lutte contre les discriminations. Annuaire local d'information, d'accompagnement et d'engagement

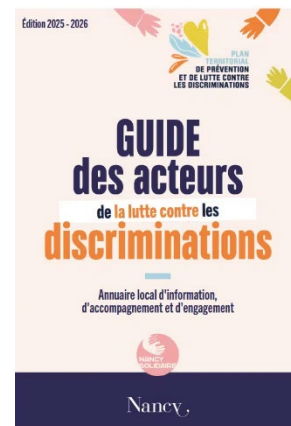
Ce guide, publié en 2025, a été réalisé par la Mission DILD (Diversité, Inclusion et Lutte contre les Discriminations) de la Ville de Nancy, avec l'appui de l'ORIV Grand Est.

Cet annuaire est le fruit d'un travail collectif entre de nombreux acteurs locaux. Il répond à un besoin simple : mieux identifier celles et ceux qui agissent contre les discriminations et pour l'égalité à Nancy. Il réunit, sous forme de fiches claires et synthétiques, des informations sur les associations, les services de la Ville et de la Métropole, les délégués-es du Défenseur des droits, l'Université de Lorraine, le Conseil Départemental... autant de structures engagées, à différents niveaux et dans des domaines variés.

Ce répertoire est un outil pour s'informer, se repérer et, pourquoi pas, s'engager. Il s'adresse à toutes et tous – habitantes, habitants, bénévoles, professionnelles, professionnels – et a pour objectif de rendre visible la richesse des initiatives locales.



[Consultez l'annuaire](#)



Facilement accessible en version numérique, il a vocation à être régulièrement mis à jour. Il ne prétend pas à l'exhaustivité, mais offre une première photographie de la mobilisation sur le territoire. Pensé comme un outil pratique, cet annuaire est évolutif et a pour objectif de favoriser les rencontres, les coopérations, et de faire progresser, ensemble, la culture de l'égalité.

Réseau d'accès au droit et accompagnement des victimes de discriminations. Appui Mission LCD Ville de Strasbourg

La Mission Lutte contre les discriminations de la Ville de Strasbourg et l'ORIV animent, depuis plusieurs années, un groupe de travail sur l'accès au droit et l'accompagnement des victimes de discriminations. Ce dernier est composé des associations de la Commission plénière "Prévention et lutte contre les discriminations" (Ville de Strasbourg), plus spécifiquement de celles actives sur ce volet, et qui animent les permanences juridiques et d'accès au droit sur le territoire. Il poursuit comme objectif principal l'amélioration de l'information, de l'orientation et l'accès au droit des personnes victimes de discriminations sur le territoire.

Depuis 2024, le groupe de travail a décidé d'organiser un temps fort, au mois de juin,

avec la volonté de l'inscrire comme un « rendez-vous annuel » qui mobilise les acteurs du territoire strasbourgeois autour de la lutte contre les discriminations par le droit. Ces journées s'adressent, avant tout, aux professionnels-les et bénévoles, au contact des publics et en « première ligne » pour entendre et repérer des situations de discriminations : agents-es d'accueil, secrétaires, intervenants-es sociaux, médiateurs et médiatrices des centres médico-sociaux, centres socio-culturels, associations sportives, structures de quartier... Elles ont pour objectifs d'apporter des connaissances sur les discriminations et sur les structures ressources, de faire connaître les outils et les dispositifs existant

sur le territoire mais aussi d'ouvrir le champ des coopérations entre acteurs.

En 2025, ce sont 140 personnes qui ont participé à cette journée d'échanges, de réflexion et d'actions. Le programme a proposé une diversité de formats : intervention de la Défenseure des droits, table ronde avec des acteurs institutionnels et associatifs, ateliers, mise en situation, performance artistique. La table ronde a permis de réunir un panel d'intervenantes : Claire HEDON, Défenseure des Droits, Clarisse TARON, Procureure de la République, Maryline POULAIN, Préfète déléguée à l'égalité des chances (PDEC) du Bas-Rhin, et Faouzia SAHRAOUI, Directrice de l'association d'accès au droit et d'aide aux victimes Sos France Victimes 67. Elles ont rappelé l'augmentation des discriminations,



les difficultés d'accès au droit et la nécessité des coopérations entre acteurs.

Une trace de ces échanges, sans langue de bois, a été conservée, grâce à la synthèse illustrée de Julie STOEHHR et à son coup de crayon efficace et pertinent !



[Consultez la synthèse de la table ronde](#)

Faire cause commune contre le racisme et les discriminations raciales

Organisé à Vaulx en Velin, à l'ENTPE (Ecole nationale des travaux publics de l'Etat), sous l'égide de la chaire UNESCO « Politiques urbaines et citoyenneté », ce colloque a rassemblé pendant deux jours chercheurs-es, agents-es publics, élus-es, associations et collectifs engagés-es.

Les objectifs étaient d'ouvrir des perspectives communes, de décloisonner les pratiques et de renforcer les alliances dans la lutte antiraciste.

L'ORIV a eu le plaisir de participer au Comité de pilotage et d'y animer un atelier sur « Discriminations raciales et santé »



Regards croisés sur l'égalité et la lutte contre les discriminations

Depuis plusieurs années, l'ORIV intervient dans la formation « Regards croisés » proposée par l'association Migrations Santé Alsace en partenariat avec l'organisme « A part entière ». Il s'agit d'une formation de quatre jours à destination des acteurs et

actrices du social, de la santé, de l'éducation et de la politique de la ville pour les outiller sur « l'essentiel à connaître » pour prévenir et lutter contre les discriminations. L'équipe apporte son expertise sur le cadre juridique de la lutte contre les discriminations.

Animation du Réseau Mémoire et Histoire de l'Immigration (RMHI) en Grand Est

L'ORIV est membre actif du Réseau mémoire et histoire de l'immigration Grand Est depuis 2016. Au titre de ses fonctions de centre de ressources l'association a repris, en 2025, l'animation du réseau auparavant assurée par l'association Initiales (Chaumont).

L'ORIV poursuit les activités développées par Initiales dans le cadre du réseau ces dernières années, tout en souhaitant renforcer la capitalisation des ressources produites et leur diffusion.

L'activité du réseau fonctionne autour de quatre chantiers :

- Site Internet et réseaux sociaux
- Conférences
- Portraits d'acteurs
- Réalisation d'une exposition

Le Réseau a organisé, le 11 septembre 2025, une visioconférence consacrée aux liens entre sport, immigration et représentations sociales. Plus d'une soixantaine de participants-es se sont connectés-es pour échanger autour de ces enjeux, en présence de Yvan GASTAUT, historien spécialiste des questions d'immigration, de sport et d'identité nationale. Les supports et la vidéo sont en lignes sur le site du réseau.

Le groupe de travail autour de l'exposition s'est réuni à trois reprises. Celle-ci porte sur le croisement de l'histoire des quartiers populaires et l'histoire de l'immigration, à travers la politique du logement et celle de l'intégration. Plusieurs partenaires ont été

rencontrés à cette occasion : la DRAC, Le Signe - centre national du graphisme à Chaumont.



“Connaitre notre histoire pour construire l'avenir.”

Dans le cadre de ce réseau, des portraits d'acteurs sont réalisés et postés sur son site Internet et sur sa page Facebook. L'objectif de ces portraits est de mettre en avant celles et ceux qui contribuent à la construction des savoirs, à la transmission et la valorisation de l'histoire et de la mémoire de l'immigration dans le Grand Est.

En 2025, six portraits ont été réalisés : Malek KELLOU, réalisateur ; Dorothee-Myriam KELLOU, journaliste ; Delphine DIAZ, Maîtresse de conférences en histoire contemporaine ; Mohammed BENCHAAABANE, retraité ; Pater MATONDO, Chargé de projet "lecture publique" ; Leïla CALMÉ, travailleuse indépendante.

Le réseau RMHI s'est également rapproché de l'Inter-réseau histoire et mémoire de l'immigration en y adhérant.



[Consultez le site du réseau](#)

RENDRE LISIBLE LES ENJEUX DE LAÏCITE

Animation du réseau des formateurs-rices « Valeurs de la République et laïcité »

Depuis 2016, l'ORIV accompagne la DREETS dans le déploiement du plan Valeurs de la République et Laïcité et l'animation du réseau de formateurs et formatrices. La fin d'année 2025 a été particulière puisqu'elle a marqué les 120 ans de la loi de 1905 ! Plusieurs **temps d'échanges** ont ponctué l'année 2025 :

- Un point "Actu", en partenariat avec le Laboratoire Droit, religion, entreprise et société (DRES) – CNRS - Université de Strasbourg. Françoise CURTIT et Lauren BAKIR, ingénieures de recherche ont répondu aux questions d'actu et éclairé des points de droit.
- La journée régionale de regroupement, initialement prévue en présentiel le 18 septembre, a dû se transformer en matinée en distanciel, avec l'intervention de Franck FREGOSI, politiste, sur les politiques publiques du religieux en France, à partir de son livre "Gouverner l'Islam en France".
- Une formation "Postures de formateurs et formatrices pour adultes" s'est tenue en octobre à Nancy, animée par Sébastien LALLOUE. Une journée

pour prendre du recul et réfléchir aux postures d'animation et de transmission.

Durant l'année, la DREETS et l'ORIV ont coanimé des **réunions départementales** pour identifier collectivement les besoins et faire le point sur la programmation.

Cette année 2025 a marqué les **120 ans de la Loi de 1905** et les **10 ans du plan**. Une année « anniversaire » qui a permis d'impulser des dynamiques particulières. L'ORIV a participé à deux groupes de travail : celui, porté par Initiales, pour organiser une journée à Reims, en novembre 2025, sur les enjeux contemporains de la laïcité (avec une intervention de Daniel Verba, anthropologue du fait religieux) ; celui porté par les Francas 54 pour mettre en place en mars 2026 une formation Valeurs de la République et Laïcité au format XXL (en réunissant plus de 150 stagiaires). L'enjeu dans le cadre de l'animation du réseau a été de mettre en avant les formations ou les événements singuliers portés par les formateurs et formatrices. Une cartographie a permis de valoriser ces initiatives.

Plusieurs **publications** sont parues en 2025 :

- Les actes de la journée régionale 2024 « Associations, fait religieux et principe de laïcité ». Les interventions avaient permis de fournir des points de repères sur des questions récurrentes : le cadre juridique des associations, les conséquences du contrat d'engagement républicain, la régulation de l'expression des convictions religieuses... Chaque thématique a été déclinée en chapitres clairs et synthétiques, enrichis de ressources pour prolonger sa réflexion et approfondir ses connaissances.
- La valorisation du Point Actu juridique du 25 mars 2025, avec la mise à disposition des supports présentés et du replay.
- La diffusion de la lettre d'information « Vos actus VRL ».
- L'alimentation du site internet et du panorama de presse en ligne sur les questions de laïcité.



[Consultez le site du réseau](#)



APPORTER DES RESSOURCES SUR LE PROCESSUS D'INTEGRATION

Réseau des acteurs de l'intégration du Grand Est

L'ORIV anime le Réseau des acteurs de l'intégration de la région Grand Est. Cette action est soutenue financièrement par la DREETS Grand Est.

Ce réseau regroupe des représentants-es de l'État départemental et régional, directeurs-rices de l'OFII (Office français de l'immigration et de l'intégration), structures assurant le programme AGIR (accompagnement global et individualisé des personnes réfugiées), associations financées au titre de la politique d'intégration en faveur des étrangers-ères primo-arrivants-es.

L'animation de ce réseau passe par l'organisation de temps d'échanges en visioconférence, d'une durée de 2h30, une fois par mois. Ils sont l'occasion d'apports de ressources, de présentation d'expériences et/ou de dispositifs en lien avec une thématique ou un enjeu relatif au parcours d'intégration.

Il s'agit de favoriser l'interconnaissance entre acteurs, nourrir les réflexions et renforcer les pratiques professionnelles au bénéfice des étrangers-ères primo-arrivants-es et leurs parcours.

En 2025, 9 séminaires ont été organisés, avec un nombre de participants-es en augmentation, passant d'une trentaine en début d'année à plus d'une soixantaine pour le dernier de l'année, consacré aux politiques

territoriales d'intégration. Au total, 381 personnes ont participé, elles représentent 232 personnes différentes issues de 123 structures (majoritairement des associations).

Tout au long de l'année, les thématiques suivantes ont été abordées :

- Santé et santé mentale.
- Reconnaissance des diplômes et validation des acquis de l'expérience.
- Emploi et primo-arrivants, ateliers sociolinguistiques.
- Jeunes étrangers et dispositifs.
- Scolarisation des enfants (éducation prioritaire, allophones et « Ouvrir l'École aux parents pour la réussite des enfants » - OEPRE).
- Accompagnement des bénéficiaires de la protection internationale et dispositif AGIR.
- Information et orientation auprès des primo-arrivants-es.
- Intégration et Europe.
- Politiques territoriales et Contrats territoriaux d'accueil et d'intégration.

Certains séminaires ont été l'occasion de présenter des structures associatives dans un enjeu d'interconnaissance.

En complément des séminaires, une veille documentaire régulière est réalisée par l'ORIV et se traduit par l'envoi d'un mail ressources aux membres du réseau.



[Consultez les restitutions des séminaires](#)

Réseau des Contrats Territoriaux d'Accueil et d'Intégration

L'ORIV a initié, en lien avec la DREETS, la création d'un réseau des référents-es des collectivités et des services de l'Etat en charge du suivi des CTAI (Contrat territorial d'accueil et d'intégration) du Grand Est.

Ce dispositif de contractualisation entre l'Etat et les collectivités territoriales relève d'une des politiques prioritaires du gouvernement.

L'objectif du réseau est d'apporter des ressources et d'échanger sur les pratiques, les leviers et les freins sur des sujets liés à cette contractualisation.

La première réunion a eu lieu 20 octobre. Elle a réuni 23 personnes, sachant qu'en Grand Est, 12 CTAI ont été signés.

Des réunions, tous les deux mois, sont prévues à partir de 2026.

Accompagnement dans le cadre du CTAI de Chaumont (Haute-Marne)

La Ville et l'Agglomération de Chaumont ont décidé de signer un Contrat Territorial d'Accueil et d'Intégration, annexé au contrat de ville.

L'ORIV a accompagné la mise en œuvre de la contractualisation. A ce titre il a participé à plusieurs réunions techniques entre les techniciens-nes des collectivités et de la DDETSPP de la Haute-Marne, mais aussi à des temps de travail avec les porteurs-ses d'action potentiels-les dans les domaines suivants : l'apprentissage du français général, l'apprentissage du français à visée professionnelle et l'accès au logement.

L'ORIV est également intervenu dans le cadre du comité de pilotage en octobre.

L'ORIV a également répondu à une attente importante des élus-es : la conception et la création d'un « observatoire des populations étrangères arrivantes ».

Partant du constat d'une invisibilité des flux d'arrivée de populations étrangères, l'observatoire répond à un double enjeu : mieux comprendre les arrivées des publics étrangers et anticiper les actions. Il doit permettre d'identifier les flux des personnes étrangères (demandeurs d'asile, primo-arrivants, enfants allophones...) et leurs caractéristiques sociodémographiques sur le territoire. Il consiste donc en un tableau de bord des données des personnes arrivant sur le territoire.

Par ailleurs, l'observatoire constitue le support d'un espace d'échanges entre acteurs, dans un souci de partage des informations et d'une meilleure coordination entre eux.

Dans ce contexte, l'ORIV a proposé, en 2025, de mobiliser les données identifiées et de rédiger une note sur le contexte local. Il a réalisé un premier document en s'appuyant sur les données disponibles (Etat, OFII, RP INSEE...).

ANNEXE 1 - Conseil d'administration de l'ORIV

Membres élus-es lors de l'Assemblée Générale du 29 avril 2025

En surligné les membres du Bureau (élection lors du CA du 23 juin 2025)

COLLÈGE ADMINISTRATEURS

Personnes Morales

- Actions Citoyennes Interculturelles (ASTU), *représentée par Muharrem KOC*
- Citoyenneté Active Lorraine (CAL), *représentée par Gérard TOUSSAINT*
- Collectif Interculturel d'Accompagnement de Migrants – CIAM 51, *représenté par Hamid MORJANI*
- Collectif pour l'accueil des solliciteurs d'asile de Strasbourg (CASAS), *représenté par Brigitte FICHET*
- École Supérieure Européenne de l'Intervention Sociale (ESEIS), *représentée par Bruno MICHON, Secrétaire*
- École Supérieure de Praxis Sociale (ESPS), *représentée par Claire WEHRUNG*
- Jeunes Equipes d'Éducation Populaire (JEEP), *représentée par Gilbert VINCENT*
- La CIMADE, *représentée par Pierre GREIB, Vice-Président*
- Migrations Santé Alsace, *représentée par Marie PRIQUELER*
- THEMIS, *représentée par Monia SCATTAREGGIA*
- Union Départementale de la Confédération Syndicale des Familles (UD.CSF), *représentée par Francine STROBEL*

Personnes physiques

- BERTHOLON Guillaume, Assesseur
- BLANC Maurice
- BOULAKDOUR Mohamed
- CALME Leila
- DIDIER Guy, Assesseur
- FERCHIOU Yasmina
- FOUDRAT Michel, Vice-Président
- GINDENSPERGER Marie-Christine, Assesseure
- GIRAUD Guy
- GRANDJEAN Francis, Assesseur
- JAECKLE Sylvie, Présidente
- LEROUX Véronique
- LIAU Dan, Trésorier
- MANESSE Valérie
- MULLER Marie-Astride, Assesseure
- WAGNER Rudi, Vice-Président

COLLÈGE PARTENAIRES (personnes physiques et personnes morales)

- EL MAHROUG Naouel (67)
- Ligue Internationale Contre le Racisme et l'Antisémitisme (LICRA)

SUIVEZ
NOTRE
ACTUALITE !



www.oriv.org



[oriv-observatoire-régional-de-l-intégration-et-de-la-ville](https://www.linkedin.com/company/oriv-observatoire-regional-de-l-integration-et-de-la-ville)



[ORIV.GrandEst/](https://www.facebook.com/ORIV.GrandEst/)



Via la Lettre d'information électronique
Pour s'abonner : contact@oriv.fr

Au sein du Centre de documentation

- Pour nous rendre visite, prenez rendez-vous par mail : documentation@oriv.fr
- Pour préparer votre visite, consultez la base documentaire du réseau RECI : <http://biblio.reseau-reci.org>

RESSOURCEZ-
VOUS !

RESTEZ EN
VEILLE !

Via trois panoramas de presse thématiques en ligne :

- Intégration, lutte contre les discriminations - Réseau RECI : www.scoop.it/topic/immigration-integration-lutte-contre-les-discriminations
- Politique de la ville - Réseau national des CRPV : www.scoop.it/topic/actu-politiquedelaville
- Laïcité - ORIV : www.scoop.it/topic/laicite-6

Consultez le **Portail européen sur l'intégration**, qui propose des ressources sur les enjeux d'intégration des migrants-tes dans l'Union Européenne :
<https://ec.europa.eu/migrant-integration/home?lang=fr>

Siège : 1, rue de la Course
67000 Strasbourg

03 88 14 35 89
contact@oriv.fr



**Observatoire régional de
l'intégration et de la ville**
Centre de ressources Grand Est
Politique de la Ville - Intégration
Discriminations

Antenne : ORIV / CIAM
11, rue M-J Baillia-Rolland
51100 Reims
06 48 58 83 63
e.arnoulet@oriv.fr